



LA MÉTÉO: POSSIBILITÉ DE NEIGE, VENTS MODÉRÉS.
MINIMUM: -12°. MAXIMUM: 2°.
DEMAIN: BEAU. DÉTAILS PAGE A 2

LOMEZ À LONG TERME
une Mercedes-Benz
directement de
Mercedes-Benz

MTL: 735-3581 RIVE-SUD: 672-2720

MONTRÉAL, MARDI 25 MARS 1986, 102^e ANNÉE, N° 153, 82 PAGES, 8 CAHIERS ••

35cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents, Îles de La Madeleine: 90 cents

L'épreuve de force avec la Libye s'aggrave dans le golfe de Syrte

La 6^e flotte US coule un navire et détruit une base de missiles

d'après AFP, UPI et Reuter

■ WASHINGTON — Les États-Unis ont aggravé, hier, l'épreuve de force avec la Libye, considérée à Washington comme l'ennemi numéro un pour son rôle présumé dans le terrorisme international, en imposant par la force la présence de leur 6^e flotte dans le golfe de Syrte.

Un navire libyen a été détruit, sans

qu'aucun survivant n'ait été repéré, et une base de missiles SAM-5 a été bombardée en territoire libyen après que six missiles eurent été tirés contre les forces américaines en manoeuvre dans le golfe de Syrte, a annoncé la Maison-Blanche. Un deuxième navire libyen a également été attaqué.

Le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, a souligné que les tirs de

missiles libyens constituaient une attaque ne répondant à aucune provocation et dépassant les limites d'une conduite internationale normale. Les forces des États-Unis n'avaient pas d'autre objectif que de souligner l'argument légal selon lequel, au-delà de la limite des 12 miles reconnue de façon internationale, le golfe de Syrte n'appartient à personne et que tous les pays sont libres de traver-

ser les eaux et les espaces aériens internationaux, a souligné M. Speakes.

Pour sa part, Radio-Tripoli a annoncé, dans son dernier bulletin hier soir, capté à Tunis, que l'aviation libyenne a « repoussé une attaque américaine » et abattu trois avions de l'US Navy. Dans de brefs bulletins d'information entrecoupés par des chants guerriers et des slogans de victoire, Radio-Tripoli, la ra-

dio officielle libyenne, a affirmé que deux avions américains avaient été abattus dans l'après-midi. Un troisième avion américain a été abattu dans la soirée, selon cette radio, qui ne précise pas si la Libye a fait ou non usage de missiles.

Au-delà de la défense de la liberté de navigation en eaux internationales, l'ac-

voir LIBYE en A 2

AUJOURD'HUI

• HÉBERT

Le secrétaire d'État, Benoit Bouchard, affirme que la grève de la faim du sénateur Jacques Hébert est inacceptable et qu'il n'est pas question que le gouvernement réinstalle Kautamavik.

page B 1

• LAVALIN

La firme d'ingénierie Lavalin ouvrira au début de juin l'usine de phénol de l'ancienne raffinerie Gulf de Montréal-Est, qu'elle a achetée au gouvernement pour la somme symbolique d'un dollar.

page E 1

• ÉDUCATION

Un des plus gros succès de librairie, en France, est un petit livre publié par le ministère de l'Éducation qui explique, en termes simples, les objectifs de la réforme scolaire.

page A 5

• AMIANTE

Le sort de l'amiante se jouera en juin à Genève, lorsque l'Organisation internationale du travail déterminera les normes qui devront désormais encadrer l'usage de cette fibre.

page A 9

• HAÏTI

Des milliers de personnes défilent sans incidents dans les rues de Port-au-Prince, pour réclamer la constitution d'un gouvernement civil.

page G 1

• LA MODE

Seules quelques centaines de femmes, dans le monde, peuvent se permettre d'acheter les « p'tites robes de Paris » offertes par les grands couturiers comme des oeuvres d'art.

page D 1

LE MEILLEUR FILM: « OUT OF AFRICA »



photolaser AP

C'est « Out of Africa », du réalisateur Sydney Pollack, qui a remporté hier soir l'Oscar du meilleur film, lors de la 58^e remise annuelle des Academy Awards. L'Oscar du meilleur acteur a été décerné à William Hurt (photo) pour son interprétation d'un détenu homosexuel dans « Kiss of the Spiderwoman », de Hector Babenco, tandis que Geraldine Page (photo) créait la surprise de la soirée en obtenant l'Oscar de la meilleure actrice pour son jeu dans « The Trip to Bountiful », tout le monde ayant parié sur Jessica Lange ou Meryl Streep. L'Oscar du meilleur second rôle masculin a été attribué à Don Ameche (Cocoon), et celui du meilleur second rôle féminin à Anjelica Huston (Prizzi's Honor).

Nos informations, page F 1.

Verdun donne le feu vert au projet d'aménagement de l'île des Soeurs

■ C'est au milieu des cris et des insultes, à travers un indescriptible chahut qui a duré deux heures, que le conseil municipal de Verdun a finalement adopté, hier soir, son projet

FLORIAN BERNARD

d'aménagement de l'île des Soeurs. Du même climat survolté, le conseil a autorisé le groupe immobilier Saint-Jacques à réaliser son projet domiciliaire sur le terrain de golf.

Devant une salle remplie à craquer, le conseiller de l'île des Soeurs, M. Arthur Benarroch, a vainement tenté de faire échec au double projet parrainé par le maire Raymond Savard. « Vous êtes tous des poltrons », a-t-il lancé à l'endroit des conseillers qui refusaient de faire précéder la séance d'une période de questions. Puis, à l'endroit du maire, M. Benarroch a lancé: « Vous êtes malhonnête, Monsieur le maire ».

Les esprits étant surchauffés, et M. Benarroch refusant de retirer ses paroles, il a fallu ajourner durant cinq minutes. Au retour, quelque peu calmés, les conseillers ont autorisé une période de questions de 30 minutes. Mais la violence verbale a repris de plus belle. Le président de l'Association des résidents de l'île des Soeurs, M. Bill Mandell, a failli en venir aux coups avec le conseiller Robert Filiatreault, après que ce dernier l'eut traité de communiste en l'invitant à « retourner dans son pays ».

L'assistance, visiblement hostile au maire Savard et à son équipe, a exigé à grands cris l'expulsion du conseiller Filiatreault en scandant les mots « raciste, raciste ». L'apparition de policiers à l'arrière de la salle a momentanément ramené un peu de calme mais pour bien peu de temps! M. Mandell n'a réussi que très péniblement à livrer son message car on fermait constamment son micro à partir de la régie centrale, alors que le conseiller Filiatreault scandait,



photo Bernard Brault, LA PRESSE

Le qualifiant de raciste, l'assistance a réclamé l'expulsion du conseiller Robert Filiatreault.

pour sa part: « Coupez-y son micro, c'est un communiste! ».

Invité à faire retirer de tels propos, le maire Raymond Savard a répondu qu'il n'avait rien entendu. Les représentants de la radio et de la télé, pour leur part, s'en donnaient à coeur joie en enregistrant les échanges verbaux, vivement colorés, des conseillers et de l'assistance.

À l'issue de la séance, les représentants de l'Association des résidents de l'île des Soeurs ont divulgué un télégramme qu'ils ont envoyé, dans la journée, au ministre des Affaires municipales, lui demandant d'intervenir en vertu de l'article 158 de la loi sur l'aménagement du territoire.

Selon l'Association, le conseil municipal de Verdun n'a pas respecté les délais prescrits par la loi en adoptant son projet d'aménagement et n'a pas tenu le référendum exigé par une majorité de citoyens. Théoriquement, si les plaintes étaient fondées, le ministre pourrait, de sa

voir VERDUN en A 2

GM investit \$2 milliards à Oshawa mais ne promet rien pour Boisbriand

■ GM Canada n'a pas encore un sou à risquer à Boisbriand alors qu'elle investit \$2 milliards à Oshawa. La direction de l'usine de Boisbriand garde espoir toutefois, à quelques mois de la décision cruciale qui pourrait fort bien entraîner sa fermeture dans un peu plus d'un an.

Laurier Cloutier

Durant une réception à Oshawa, à laquelle participaient hier le premier ministre Brian Mulroney, et son homologue ontarien David Peterson, et lors d'une conférence de presse devant 300 reporters, le président de GM Canada, George Peapples, a dû avouer qu'il ne pouvait encore promettre un avenir aux 4 000 employés de l'usine de Boisbriand.

« Nous n'avons pas encore pris de décision. Nous y travaillons fort toutefois », a-t-il dit. C'est dans une atmosphère de

fête que le président Peapples a tenté de répondre à une demi-douzaine de questions concernant l'avenir de la seule usine québécoise de GM.

Inquiétudes prématurées...

Tandis que rien dans les propos du président de GM Canada ne laissait entrevoir un espoir pour les 4 000 travailleurs de Boisbriand, un porte-parole de GM au Québec, M. Thad Trotter, estimait qu'il était tout à fait prématuré de s'inquiéter pour l'usine de GM au Québec.

« Personnellement, je suis optimiste. GM devrait annoncer sa décision au début de l'été », a-t-il dit. Joint à Montréal, M. Trotter a ajouté qu'il ne fallait pas croire que l'investissement d'Oshawa aurait un impact négatif sur l'avenir de l'usine de Boisbriand.

Au ministère fédéral du Développement industriel (Direction de l'automobile), même son de cloche. On n'a jamais

pris au sérieux les menaces de fermeture qui pèsent sur l'usine de Boisbriand.

Même si, à la mi-janvier, le nouveau responsable de l'usine québécoise, M. Gary Henson, avait laissé planer de sérieux doutes sur l'avenir de l'usine, précisant que GM n'avait pas de projet pour elle au-delà de juin 1987, un fonctionnaire fédéral précise aujourd'hui que ces propos constituaient une « position de négociations » pour « obtenir une meilleure productivité des employés ».

« On ne peut pas penser que GM laisserait improductive une usine aussi importante et qui représente un investissement de \$160 millions », a confié le même fonctionnaire.

Entre-temps, le nouveau directeur de GM-Boisbriand détient toujours de Detroit, jusqu'en juin 1987, le contrat de fabrication des automobiles à propulsion arrière, Cutlass, Bonneville et Grand

Prix, dont on ne peut nier qu'elles soient en fin de carrière.

Par la suite, pas de contrat, pas d'investissement, pas d'emploi.

M. Henson n'était pas de la fête d'Oshawa, hier. Il était en réunion à Montréal. Son porte-parole, Thad Trotter, qui affiche une attitude confiante, comme l'indiquent ses propos, assurait cependant que M. Henson ne se cachait pas mais qu'il travaillait d'arrache-pied pour éviter le pire.

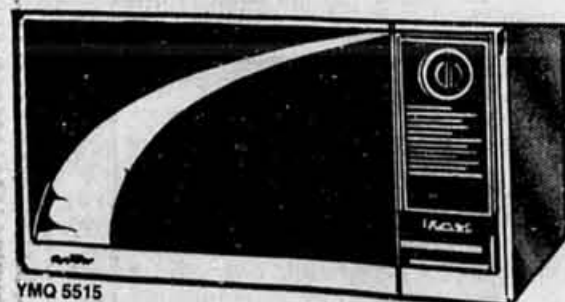
Tout un défi d'ici à l'été

Le directeur Henson avait récemment qu'il avait tout un défi à relever d'ici à juin 1987. Il doit soigner la qualité du produit, augmenter la productivité des travailleurs et surtout améliorer les relations de travail de GM-Boisbriand, afin de rencontrer les normes imposées par le

voir GM en A 2

SOMMAIRE

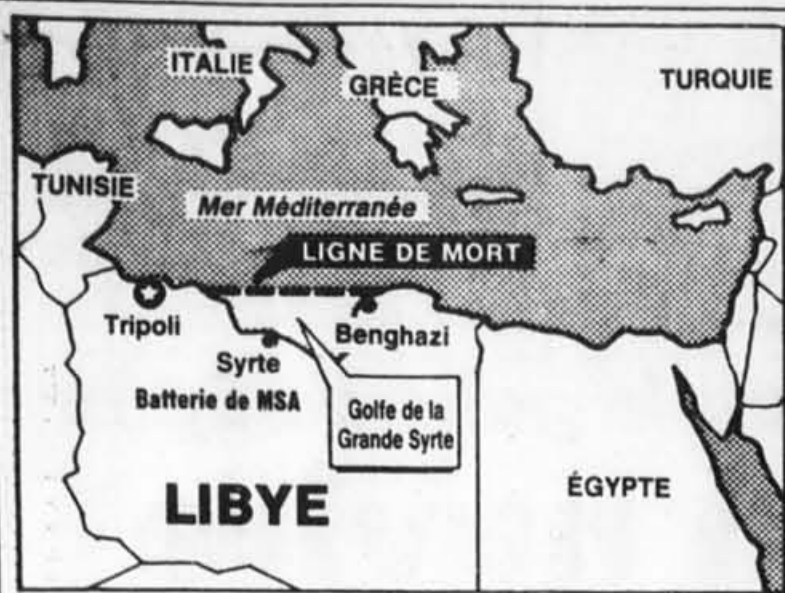
Annouces classées	E 14,
	F 2 à F 6, G 2, G 3
Arts et spectacles	
— Informations	C 1 à C 6, F 1
— Horaires	B 4, B 5
Bandes dessinées	F 5
Décès, naissances, etc.	C 4
Économie	cahier E
Êtes-vous observateur?	F 2
FEUILLETON	F 3
Horoscope	F 4
Le monde	G 1, G 4, G 5
Mots croisés	F 7
« Mot mystère »	F 6
Quoi faire aujourd'hui	B 4
Télévision	C 3
Vivre aujourd'hui	
— La mode	D 1 à D 5
TABLOÏD SPORTS	
Mots croisés	14
Rejan Tremblay	5
Tom Lapointe	6



Quasar
FOUR MICRO-ONDES COMPACT!
« CELUI QUI SE PLACE SOUS L'ARMOIRE! »
Prix régulier: 299\$
Rabais de 50\$ 249\$

Vous n'aurez jamais si bien cuisiné!

Dumoulin
8390 ST-HUBERT (SUD DE METROPOLITAIN) • 388-4636 / 1122
5916 BÉLANGER (COIN DE LACORDAIRE) • 256-7571



graphique AP

Des unités de la 6e Flotte américaine ont coulé hier une vedette libyenne et touché une batterie côtière de missiles sol-air, peu après que six missiles libyens eurent été tirés contre des avions américains basés sur trois porte-avions en manoeuvres dans le golfe de la Grande Syrte, que revendique la Libye comme faisant partie de ses eaux territoriales. Selon Radio-Tripoli, trois appareils américains ont été abattus.

LIBYE

SUITE DE LA PAGE A 1

tion entreprise dimanche et hier par la 6e flotte apparaît comme une sérieuse escalade dans la guerre des nerfs qui oppose Washington et Tripoli depuis 1981. Elle s'est aggravée depuis le début de l'année après les attentats de décembre dans les aéroports de Rome et de Vienne.

Depuis ces actes terroristes, où Washington a vu la main du colonel Kadhafi, la 6e flotte américaine a entrepris une série de manoeuvres pratiquement continues au large de la Libye. En janvier, le dirigeant libyen avait prévenu que les forces de son pays riposteraient à toute pénétration américaine dans le golfe de Syrte, zone que Tripoli revendique comme ses eaux territoriales.

Au cours des trois manoeuvres précédentes, les forces aéro-navales américaines avaient évité de franchir la ligne de la mort tracée par le colonel Kadhafi à l'entrée du golfe de Syrte. Cette fois, trois porte-avions américains ont été massés dans la région avec quelque 240 avions à leur bord pour former une flotte impressionnante de quelque 30 bâtiments de guerre prêts à toute éventualité. Tant M. Speakes que M. Weinberger, le secrétaire d'Etat à la Défense, ont affirmé qu'aucun appareil américain n'avait été touché, démentant ainsi les allégations libyennes selon lesquelles trois avions de l'US Navy avaient été touchés.

Quelle que soit l'attitude libyenne, la Maison-Blanche a affirmé son intention de poursuivre les manoeuvres dans la région du golfe de Syrte. « Nous condamnons la revendication libyenne, de même que pratiquement tous les autres pays, et nous condamnons les actions de la Libye. Celles-ci montrent la nature agressive et illégale du régime du colonel Kadhafi », a déclaré la Maison-Blanche.

Toutes les forces libyennes approchant les unités américaines, en manoeuvre depuis dimanche et pour 10 jours au large des côtes libyennes, sont considérées comme ayant des intentions hostiles, a dit le porte-parole américain en ajoutant que les États-Unis se réservent le droit de prendre toutes autres mesures jugées nécessaires.

Le président Reagan avait suivi le déroulement des opérations de la Maison-Blanche ou il s'est entretenu avec le secrétaire à la Défense, M. Caspar Weinberger, et son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral John Poindexter, ainsi que d'autres collaborateurs. Le secrétaire d'Etat George Shultz est actuellement en voyage en Europe.

Les responsables du Congrès ont été convoqués à la Maison-Blanche pour être informés de la situation. M. Dante Fascell, président (démocrate) de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants, a reproché au président Reagan de s'être lancé dans une action dangereuse sans consulter le Congrès comme la loi sur les pouvoirs de guerre lui en fait l'obligation. Plusieurs politiques républicains ont par contre approuvé l'action entreprise contre la Libye.

En insistant sur la défense du principe de la libre navigation, la Maison-Blanche est apparue soucieuse de limiter les réactions hostiles à l'étranger. Lors que le président Reagan avait accusé Tripoli d'être responsable des attentats de Rome et de Vienne et avait décrété en représailles un embargo économique total de la Libye, les pays européens alliés des États-Unis avaient refusé de s'aligner sur la politique de Washington.

La présence de forces navales soviétiques près des côtes libyennes risque de donner une dimension encore plus grave à la crise actuelle. M. Speakes s'est borné à déclarer à ce propos que les États-Unis avaient clairement exprimé leurs vues aux Soviétiques quant à la nature hors-la-loi du régime libyen.

L'agence Tass, pour sa part, a qualifié de « provocation » et « d'action agressive des États-Unis contre la Libye » les attaques américaines « contre le littoral libyen » et contre un navire libyen. Dans une dépêche datée de Tripoli, Tass reprenait l'information de l'agence libyenne Jana, affirmant que « les avions de l'US Navy avaient bombardé un navire civil libyen » et précisant qu'ils « n'avaient pas touché le but ». Auparavant, Tass avait repris rapidement le communiqué de la télévision libyenne annonçant que trois avions américains ont été abattus par la défense aérienne libyenne.



La jeune écolière soviétique Katerina Litcheva rencontre hier des élèves d'une école de New York dans le cadre de sa mission de paix aux États-Unis. (téléphoto UPI)

Katya veut que le soleil de la paix brille pour tous

NEW YORK (d'après AP) — La petite Katerina Litcheva a émis hier le désir de rencontrer « autant d'enfants américains que possible » au cours de sa mission de paix dans cinq villes des États-Unis.

L'écolière soviétique, qui passait hier sa première journée complète à New York, a participé à l'émission télévisée Today, du réseau NBC, avant de rencontrer un groupe d'enfants et d'aller admirer la Statue de la Liberté.

La visite de l'adolescente de 11 ans a été inspirée par celle qu'avait effectuée en 1983 en Union soviétique la petite Samantha Smith, une écolière du Maine, qui mourut l'an dernier dans un accident d'avion.

« Samantha ressemblait beaucoup à nos petites filles soviétiques », a déclaré Katerina. « Elle nous a montré quelque chose de très familier et de très gentil, et

nous la portions toutes dans nos coeurs. »

La mère de Samantha, Jane Smith, interviewée en même temps que Katerina à l'émission Morning News, du réseau CBS, a souligné pour sa part que la jeune Soviétique poursuivait la mission qu'avait entreprise sa fille. « Je pense que c'est une excellente idée, et elle fait un travail splendide. Elle nous permet ainsi d'observer les aspects humains de nos deux cultures, et de nous rendre compte que nous avons beaucoup de choses en commun, en dépit de nos divergences de vues. »

« J'aime beaucoup les gens d'ici, et les enfants », a déclaré pour sa part Katerina. « Ils sont si gentils, et j'ai été accueillie merveilleusement partout. »

La visiteuse est arrivée à New York dimanche, venant de Chicago. Elle était accompagnée d'une écolière de 10 ans de San

Francisco, choisie pour voyager avec elle tout au long de cette tournée, qui doit la mener à Washington, Houston et Los Angeles.

Les deux fillettes ont allumé une chandelle à leur descente d'avion, à l'aéroport LaGuardia.

« J'allume cette chandelle parce que, si nous n'avons pas la paix dans le monde, nous n'avons pas de monde », a déclaré la compagne de Katerina, Star Rowe.

« J'allume cette chandelle en espérant que le soleil brillera toujours aussi vivement qu'elle », a expliqué pour sa part Katerina, en ajoutant : « J'ai confiance qu'il brillera pour tous les enfants du monde, mais pour cela, il nous faut lutter pour la paix. »

« Parfois », a dit encore la visiteuse, « les grandes personnes ont beaucoup de difficulté à s'entendre. Les enfants, eux,

n'ont jamais besoin de plus d'une minute. »

Étève de 5e année dans une école de langue anglaise de Moscou, Katerina a été choisie pour les représenter par ses camarades du Club de l'amitié internationale de la capitale soviétique.

Rectificatif

Dans la chronique « Plein air » de samedi dernier, Mme Simone Piuzé conseillait à ses lecteurs de téléphoner au ministère de l'Agriculture du Québec ou à Communication Québec pour obtenir le répertoire des cabanes à sucre. Il faudrait plutôt s'adresser par écrit au Service des publications du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, casier postal 1693, Québec, Québec G1K 7J8.

VERDUN

SUITE DE LA PAGE A 1

seule autorité, suspendre ou même annuler le règlement adopté hier soir.

D'autre part, l'Association a confié à son procureur le mandat d'entamer dès les prochaines heures une procédure d'injonction devant la Cour supérieure dans le but d'empêcher le groupe immobilier Saint-Jacques d'entreprendre des travaux sur le terrain de golf. Depuis hier soir, ce groupe est autorisé à ouvrir son chantier controversé.

Enfin, plusieurs citoyens de l'île des Soeurs ont déclaré publiquement, hier soir, qu'ils allaient entreprendre une vaste opération de boycott contre le projet immobilier des frères Saint-Jacques. Leur porte-parole, M. Ubaldo Fezzano, a déclaré que cette bataille contre la disparition du golf va se faire « pied par pied et pelletée de terre par pelletée de terre ».

Il a ajouté : « Et si malgré notre action le groupe Saint-Jacques arrive à construire une seule maison, nous ferons en sorte qu'il soit incapable de la vendre ou de la louer. Nous allons aller rencontrer tous les acheteurs éventuels et leur dire de quelle façon ils seront traités par les dirigeants de Verdun ».



« Tu es un communiste! retourne dans ton pays! » vient de lancer le conseiller Robert Filiatault (à droite dans notre photo) au président de l'Association des résidents de l'île des Soeurs, M. Bill Mandell. (photo Bernard Brault, LA PRESSE)

Attentat contre l'ambassade américaine de Tokyo

TOKYO (REUTER) — Deux roquettes ont été tirées hier contre l'ambassade américaine à Tokyo, mais n'ont provoqué aucun dégât, a indiqué la police.

D'après l'agence japonaise « Jiji », le palais impérial a égale-

ment subi un attentat. Aucune précision n'est cependant communiquée sur celui-ci.

D'après la police, c'est à partir d'une voiture qu'ont été tirées les deux roquettes destinées à l'ambassade des États-Unis.

La Quotidienne Tirage d'hier à trois chiffres 200 à quatre chiffres 6207

LA MÉTÉO

Mardi, 24 mars 1986
AUJOURD'HUI: Min.: -12° Max.: +2°
PLUÏOT NUAGEUX, POSSIBILITÉ DE NEIGE, VENTS MODÉRÉS.
DEMAIN: BEAU

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-13	1	Neige pass.
Outaouais	-12	2	Nuag., neige
Laurentides	-15	-1	Neige, pluie
Cantons de l'Est	-15	2	Nuag., éclair.
Mauricie	-15	-2	Neige, pluie
Québec	-15	-4	Faible neige
LaC-Saint-Jean	-18	-5	Nuag., neige
Rimouski	-20	-7	Ennu., neu.
Gaspésie	-14	-4	Ennu., ennu.
Boie-Comeau	-20	-7	Ennu., nuag.
Sept-Îles	-20	-7	Ennu., nuag.

États-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.	
Boston	2	10	N.-Orléans	4	18
Buffalo	3	8	Pittsburgh	1	14
Chicago	-3	16	S. Francisco	13	19
Miami	13	22	Washington	4	16
New York	5	9	Dallas	11	23

les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.	
Amsterdam	5	7	Madrid	-1	8
Athènes	10	17	Moscou	4	26
Acapulco	0	8	Mexico	-2	7
Berlin	2	6	Oslo	-2	7
Bruxelles	0	8	Paris	5	13
Buenos Aires	19	26	Rome	4	16
Copenhague	3	6	Séoul	1	12
Genève	4	8	Stockholm	0	3
Hong Kong	14	16	Tokyo	5	10
Le Caire	13	25	Trinidad		
Lisbonne	11	18	Vienne	4	11
Londres	4	11			

GM

SUITE DE LA PAGE A 1

siège social du géant de l'automobile, à Détroit. Sinon, c'est la fermeture.

D'ici à quelques mois, au plus tard au cours de l'été, Gary Henson — avec ses principaux collaborateurs et le comité paritaire de l'usine — doit avoir complété ses devoirs. Il pourra ensuite présenter une soumission à Détroit pour obtenir, à l'automne, le contrat de fabrication de nouvelles voitures GM, à propulsion avant.

Détroit pourrait alors investir des sommes considérables à Boisbriand; on transformerait l'usine, notamment en y intégrant de nombreux robots, juste à temps pour juin 1987.

« La conversion peut être faite rapidement », assure Nick Hall, directeur des Affaires pu-

bliques de GM Canada, à Oshawa.

Une cote dégingolante

Mais auparavant, il est indispensable de rétablir un climat de travail sain à l'usine de Boisbriand. Bob White, Claude Ducharme et Louis Laberge — respectivement président canadien des Travailleurs Unis de l'automobile, président québécois des TUA et président de la FTQ — sont bien conscients du problème et de la possibilité de fermeture. Ils ont lancé, dimanche soir, un cri d'alarme à 2 000 travailleurs inquiets réunis à Laval.

C'est que la cote de Boisbriand dans le réseau de GM en Amérique du Nord a considérablement dégingolé. Dans les années 70, l'usine se classait parmi les toutes premières tandis qu'aujourd'hui, sans être parmi les dernières, elle se situe au bas de l'échelle.

Or, l'industrie nord-américaine de l'automobile possède une capacité de production annuelle de 15 millions de véhicules alors que la consommation se limite à 12 millions. Une dizaine d'usines devront donc fermer leurs portes.

GM-Boisbriand, du temps de l'ex-directeur André Brien, a soumissionné à deux reprises au cours des dernières années pour obtenir le contrat de fabrication de nouveaux modèles et la modernisation de ses installations, mais sans succès.

Le nouveau directeur, Gary Henson, se dit confiant toutefois de relever le défi, avec la collaboration du syndicat et des employés. Il se spécialise dans le redressement d'usines de GM en perte de vitesse. On le dit déterminé, brillant et expérimenté.

Avec \$2 milliards injectés à

Oshawa, GM Canada a investi \$6 milliards depuis 1980, soit sept fois plus que les Japonais et les Coréens ensemble au Canada, déclare Thad Trotter. Oshawa se robotisera, misera sur un nouveau concept de fabrication, avec des équipes modulaires de travail.

« Gary Henson et ses collègues travaillent comme promis à élever le niveau de qualité de Boisbriand. On les laisse tranquilles. Ils semblent en bonne voie », ajoute Thad Trotter.

Oshawa a obtenu le contrat des nouvelles GM-10, comme deux autres usines américaines et une canadienne.

Mais Nick Hall assure qu'il reste de la place pour Boisbriand et des modèles prévus pour 1988, 1989 ou 1990, avec plein de haute technologie. « Boisbriand, c'est une bonne usine et de bons travailleurs », conclut-il.

STRSM: la grève des chauffeurs se poursuit

■ L'exécutif syndical (SCFP) des 551 chauffeurs de la Société de transport de la Rive-Sud a convenu, hier soir, de poursuivre la grève déclenchée le 8 mars dernier.

PIERRE BELLEMARE

« La grève va continuer et demain matin (ce matin à 10h), nous participerons à une nouvelle séance de médiation au ministère du Travail », a indiqué le président du syndicat, M. Jean-Roger Cinq-Mars.

C'est donc dire que l'exécutif du syndicat possède entre les mains, depuis le week-end dernier, un mandat en blanc pour mettre fin ou non à la grève actuelle.

« Le mandat qu'on nous a confié, en fin de semaine, nous permet de suspendre la grève au moment jugé opportun. Et ce soir (hier), on a jugé que le moment d'interrompre la grève n'était pas opportun », a déclaré encore M. Cinq-Mars.

Dans une proportion de 79 p. cent, vendredi dernier, les membres du syndicat, conviés à un référendum, ont ainsi permis à l'exécutif d'utiliser l'arme de son choix: la grève ou la reprise normale du service.

Il y avait déjà quelques jours que l'exécutif avait mis cette stratégie au point, mais en éveillant toutefois la susceptibilité d'un certain nombre de syndiqués qui s'opposaient à la suspension de la grève.

On a réglé cette question en assemblée générale, mardi dernier, en la soumettant à un référendum, dont l'exécutif était certain de sortir vainqueur. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit le week-end dernier.

Entretemps, on assure toujours les services essentiels, par période de trois heures, le matin, en fin d'après-midi et en fin de soirée.

Comme M. Cinq-Mars le répétait hier en entrevue, « on tient absolument à obtenir la parité avec les chauffeurs de la STCUM. Tant et aussi longtemps qu'on ne l'aura pas, la grève risque de durer encore longtemps », dit-il.

Vague de violence dans le métro

■ La police de la CUM étudie présentement des moyens pour mettre un terme aux activités d'une centaine d'adolescents qui commettent des actes de violence et de vandalisme dans le métro de Montréal. C'est ce qu'a révélé hier le sergent Paul Leblanc du poste 53.

JULES RICHER

Se nommant eux-mêmes les *Warriors*, ces jeunes ont envahi depuis quelques semaines le tronçon est de la ligne de métro Angrignon/Honoré-Beaugrand.

Dimanche après-midi, la police a procédé à l'arrestation d'une quinzaine d'entre eux dans les stations Honoré-Beaugrand et Langelier. Certains des jeunes étaient armés de bâtons de matière plastique, a indiqué le sergent Leblanc.

« Il s'agit pour la plupart de mineurs qui s'amuse à effrayer les personnes âgées et les femmes, ainsi qu'à commettre des actes de vandalisme », explique-t-il.

Cependant des membres de ce groupe ont agressé un passager du métro à au moins une occasion. Selon le policier, une femme a été battue à coups de poing et de pied, la semaine dernière. Cette dernière aurait voulu empêcher une jeune fille de s'amuser avec des extincteurs. Mais, mal lui en pris, car d'autres membres de la bande intervinrent et la frappèrent.

Pour le moment, il semble donc, estime le sergent Leblanc, que ce groupe n'a commis que quelques actes de violence isolés. Toutefois, avant que la situation ne se détériore, des mesures vont être prises pour mettre un frein à leurs activités. On envisage notamment d'intensifier les patrouilles de police sur cette portion de la ligne de métro Angrignon-Honoré-Beaugrand.

Quant aux jeunes qui ont été arrêtés en fin de semaine, il pourrait être traduits devant les tribunaux pour répondre à des accusations de flânerie dans le métro. Certains d'entre eux pourraient également répondre à des accusations pénales, a indiqué le sergent Leblanc.

La violence dans les écoles semble s'être stabilisée

■ Même s'il a connu un bond au début des années 80, le nombre des cas de violence dans les écoles s'est stabilisé. Malgré la dégradation des conditions économiques et l'éclatement de la cellule familiale, la situation n'a pas empiré.

MARTHA GAGNON

C'est ce qu'a révélé M. Marc Leblanc, criminologue, qui participait au 4e colloque pédagogique de l'Alliance des professeurs de Montréal, qui a débuté hier, au Palais des Congrès.

Une étude comparative effectuée auprès de 3 000 élèves de la CECM en 1974 et de 1 000 élèves en 1985 démontre, en effet, que le degré de violence est sensiblement le

même, malgré l'écart de onze ans. Ainsi, le pourcentage des vols qui était de 6,1 p. cent en 1974 est passé à 7,7 p. cent en 1985; le taux de vandalisme, de 5,6 p. cent à 6,8 p. cent. Des augmentations minimes.

Curieusement, un plus grand nombre de personnes s'intéresse à la violence dans les écoles. Les médias en parlent davantage. Ce n'est plus un sujet tabou, bien que les données et les recherches soient encore peu avancées dans le domaine. Le congrès, qui regroupe environ 4 000 enseignants, a consacré une grande place à ce thème dans les ateliers.

Selon M. Leblanc, il n'y a pas de raison de s'alarmer. Cette constatation n'est toutefois pas une invitation à fermer les

yeux. Au contraire, dit-il, les directions d'école de concert avec les professeurs doivent améliorer les mesures préventives: développer chez l'élève un sens d'appartenance à l'institution, multiplier les petits milieux de vie dans l'école, augmenter la présence des professeurs dans les activités para-scolaires et améliorer la communication à tous les niveaux.

M. Pierre Baulu, directeur du service de développement pédagogique à la CECM, est aussi d'avis que le système scolaire est mieux préparé à réprimer qu'à prévenir. Chaque année, 1 500 élèves sont suspendus pour une période d'un à cinq jours, à la suite d'actes de violence (vandalisme, bagarre, vol, etc.). Malheureusement,

on n'a pas toujours le temps et les moyens d'apporter des correctifs plus efficaces.

Un professeur a d'ailleurs fait remarquer que ces suspensions étaient souvent perçues par l'élève comme des vacances plutôt qu'une réprimande.

Le criminologue Marc Leblanc ne pense pas que l'école soit une cause de délinquance. « La violence ne s'apprend généralement pas à l'école. Elle peut cependant s'amplifier si le terrain est propice: manque de discipline, manque de motivation, etc. »

Fort pessimiste, un autre enseignant a critiqué sévèrement le système scolaire: « Nos enfants n'apprennent pas grand chose au secondaire, on ne peut pas le cacher. Il faudrait au moins éviter qu'ils ne de-

viennent délinquants. Malheureusement, il n'y a pas de véritables moyens de prévention. »

D'après M. Leblanc, la violence dans les écoles de Montréal ressemble à celle dans toutes les écoles des grandes villes. Le taux est légèrement plus élevé aux États-Unis où les ghettos sont nombreux.

Le congrès, dont le thème est *Éduquer à la ville*, se poursuit aujourd'hui. Hier, le professeur réputé Henri Laborit a invité les enseignants à transmettre à leurs élèves autant de connaissances sur le fonctionnement humain et social que sur la façon la plus efficace de produire des marchandises. C'est à cette seule condition qu'une nouvelle société pourra naître.



La nouvelle bâtisse masquera partiellement le vieux pensionnat.

photo P.-H. TALBOT, LA PRESSE

OUTREMONT

La construction d'un gymnase soulève une controverse

■ La construction d'un gymnase sur la propriété de la congrégation des sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie suscite une certaine controverse à Outremont car les sœurs

MADELEINE BERTHAULT

ont décidé d'utiliser pour ce faire le terrain paysagé à l'avant de leur couvent donnant sur Côte-Sainte-Catherine. Par ailleurs l'excavation est déjà commencée depuis quelques jours.

Devant le conseil municipal,

hier soir, certains citoyens se sont inquiétés de l'allure que prendra l'ensemble une fois terminé puisque la nouvelle bâtisse masquera partiellement le vieux pensionnat et qu'il faudra sacrifier des arbres centenaires.

Dans leur argumentation, les sœurs soulignent qu'elles sont obligées d'ériger un gymnase qui servira à leurs 600 élèves, étudiantes du secondaire. De plus, elles n'ont pas le choix de l'emplacement, disent-elles, ne disposant pas de suffisamment d'espace à l'arrière du couvent.

Soeur Rolande Coderre, la directrice, a refusé hier soir de révéler les coûts du projet et d'en expliquer l'architecture.

Toutefois, certains citoyens prétendent qu'il s'agit plus que d'un simple gymnase puisque le projet comprendrait aussi des chambres et des salles de classe. Par ailleurs, la bâtisse prévue ne sera érigée qu'à un mètre de la clôture de la cour de l'école Saint-Germain d'Outremont, cour qui est déjà petite et coincée entre deux murs. Enfin, on déplore le fait que les sœurs ne tiennent pas

compte de l'ensemble équilibré que forme l'église Saint-Germain et le pensionnat qui la jointe.

Le maire Jérôme Choquette a ajourné la séance à mardi prochain, promettant de faire un ultime effort pour communiquer avec les autorités de l'Université de Montréal à qui appartiennent les terrains à l'arrière du couvent. On ne sait toutefois pas si, en attendant, les travaux se poursuivront ou pas, soeur Coderre ayant refusé de faire tout commentaire.

Un père ne pourra amener sa fille aux réunions des Témoins de Jehovah

■ Ce n'est que lorsqu'une petite fille âgée maintenant de quatre ans sera capable de déterminer, elle-même, ses croyances religieuses que son père pourra l'emmener dans ses réunions de témoins de Jehovah.

JOYCE NAPIER

Les juges Roger Chouinard, Amédée Monet et Melvin L. Rothman, de la Cour d'appel, ont tranché la difficulté en soulignant qu'il s'agissait plutôt d'une question de bon sens que d'un problème d'éducation religieuse.

L'enfant, baptisée selon la religion catholique alors qu'elle n'avait pas encore un an, est née le 21 septembre 1980. Quelques mois plus tard, ses parents qui ne se sont jamais mariés, devaient se quitter.

Lors de cette séparation, les parents ont convenu que la mère aurait la garde de l'en-

fant et que le père pourrait exercer un droit de visite, dont il n'a profité au fait que très sporadiquement.

En 1982, deux événements importants ont marqué l'existence du père: il devait se marier et se convertir en témoin de Jehovah.

C'est alors que commencèrent les procédures judiciaires.

La mère de l'enfant demandait à la Cour supérieure de lui accorder la garde légale de sa fille ainsi qu'une pension alimentaire de \$165 par semaine. Elle demandait aussi au tribunal d'interdire à son ancien concubin d'amener l'enfant à des réunions religieuses qui pouvaient, selon elle, la perturber.

Le tribunal accordait donc la garde légale de l'enfant à sa mère, ainsi qu'une pension alimentaire de \$25 par semaine. À cette occasion, le juge avait décidé que « l'enfant doit être laissée actuellement en paix... » et que les croyances religieuses

quelque peu opposées de ses parents — que l'enfant ne pouvait évidemment pas saisir compte tenu de son jeune âge — ne devraient être abordées qu'un peu plus tard.

Le père, de conclure le tribunal, ne peut pas « influencer ou emmener avec lui l'enfant dans ces démonstrations ».

La mère, à cette époque, avait dit au tribunal que sa fille lui revenait perturbée lorsqu'elle allait aux réunions des Témoins de Jehovah avec son père. Elle avait commencé à avoir des cauchemars et à parler de Satan à l'âge de deux ans, avait-elle affirmé. De plus, l'enfant, qui d'après elle devait être confuse et facilement influençable, appelait les églises des « babylones, comme son père » et « pour elle Dieu c'est pas Dieu, c'est Jehovah ».

« Elle dit qu'avec son père, elle est témoin de Jehovah et qu'avec moi elle ne l'est pas », avait expliqué la mère au tribunal.

Le père, qui n'avait commencé à manifester de l'intérêt pour sa fille que lorsqu'il était devenu témoin de Jehovah, décida d'en appeler de ce jugement.

Le juge de première instance aurait privilégié la religion catholique plutôt que la sienne, avait-il fait valoir, allant ainsi à l'encontre des principes de liberté religieuse énoncés dans la Charte canadienne des droits et libertés.

La Cour d'appel, qui trouve aussi que l'enfant est troublée par les conflits religieux qui opposent ses parents, a conclu ainsi: « Il n'est pas douteux qu'en face de la priorité du bien de l'enfant, un tribunal puisse ordonner la suspension des droits parentaux, même en matière de foi religieuse. »

Le tribunal a également recommandé que l'on cesse d'influencer l'enfant, d'une façon ou d'une autre, « jusqu'à ce que l'enfant ait l'âge de déterminer elle-même ses croyances ».

MEURTRE DE FRANCE ALAIN

Le détective Tardif témoigne

■ QUEBEC (PC) — Dans une première partie de témoignage ayant duré plus de quatre heures et ressemblant beaucoup plus à un long monologue, le détective John Tardif, de la police de Sainte-Foy, qui mène l'enquête sur l'assassinat de France Alain depuis le tout début, a expliqué hier le cheminement des recherches policières et a exposé les motifs qui ont poussé les policiers à retenir le journaliste Benoit Proulx comme suspect.

Rencontré par les enquêteurs une première fois au lendemain du meurtre, soit le 26 octobre 1982, Benoit Proulx est devenu un suspect potentiel le 16 mai 1983, après un autre interrogatoire et de nombreuses recherches.

Il obtient d'ailleurs une confirmation de ces soupçons qui pèsent contre lui quand les enquêteurs, le 1er juin, lui demandent de se soumettre au « détecteur de mensonge » en lui disant qu'il fait partie du groupe de suspects pour les raisons suivantes: il ne peut prouver qu'il n'est pas sorti de CHRC le soir du meurtre; il avait la possibilité d'être sur les lieux du crime; et il avait « rompu » avec France Alain trois semaines avant sa mort, ce qui en soi était un mobile pour la police.

Lors du test du polygraphe, à Montréal, le suspect répondra de façon positive à 90 p. cent des questions. Mais il reste un 10 p. cent qui, selon le technicien, ne peut être négligé. Des choses ambiguës, selon le spécialiste, notamment le détail concernant le fait de ne pas être sorti de son lieu de travail.

Et les spécialistes préviennent les policiers de se montrer attentifs à d'éventuels changements de comportement et d'humeur du « suspect ».

Lors d'une autre rencontre avec les enquêteurs, celle-là le 17 novembre 1983, Benoit Proulx « estomaque » les policiers, selon John Tardif. Celui qu'on a une douzaine de fois interrogé sur le fait qu'il soit ou non sorti de la station du chemin Sainte-Foy le soir du meurtre, sans obtenir de réponse, arrive cette fois de façon catégorique, disant que c'est maintenant très clair.

« Écartez-moi de ça, je ne suis pas sorti le soir du meurtre. Je peux le jurer sur la Bible, je n'ai pas d'affaire là-dedans », dit-il aux policiers.

Et, selon le détective Tardif, Benoit Proulx pour la première fois recule dans son passé, parle de ses échecs amoureux, de ses déceptions avec les femmes, de ses problèmes avec France Alain.

C'est au cours de cette longue conversation que Benoit Proulx lâche: « Un 12, ça se démonte... »

Le 10 janvier 1984, à l'issue d'une autre rencontre avec la police d'où il ressort ébranlé, il dit: « Les gars, je ne vous comprends pas. Vous n'avez pas de preuve dans votre affaire, vous n'avez pas d'arme ».

Ca n'est que le 16 avril 1985, après avoir repris le dossier rangé pendant plusieurs mois à cause d'autres occupations, que les enquêteurs apprennent la présence d'une autre personne sur les lieux du travail de Proulx, le soir du 25 octobre 1982: l'annonceur Jean-Pierre Tanguay.

Interrogé, celui-ci se rappelle spontanément des propos tenus par le journaliste le soir du 25 octobre 1982: « Benoit est arrivé dans le studio des nouvelles en semblant ébranlé. Il m'a dit: "Il m'arrive toute une tuile, ma chum de fille vient de se faire tirer au coin de la rue". »

AGRESSIONS SEXUELLES

Les centres d'aide ne sont pas à vendre

■ Au Québec, une femme sur quatre subira une agression sexuelle avant d'atteindre l'âge adulte. Une fois sortie de l'adolescence, la probabilité qu'elle soit victime d'un viol est un peu moins forte, même si ses « chances » sont d'une sur cinq.

Devant la lourdeur des institutions à fournir une réponse rapide et efficace au problème que posent toutes les formes de violence faite aux femmes, un système parallèle d'aide s'est constitué pour suppléer aux carences du réseau officiel. Centres d'hébergement, maisons d'aide aux victimes d'agressions sexuelles, foyer pour femmes battues et autres ont ainsi vu le jour et ont pu se maintenir grâce aux fonds des pouvoirs publics, en l'occurrence le gouvernement du Québec.

Ainsi, depuis 1978, 12 Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) ont été fondés un peu partout à travers la province, sauf à Montréal, où les CLSC, les urgences des hôpitaux et le Mouvement contre le viol assurent, à divers degrés, les mêmes services.

Subventionnés à raison de \$60 000 annuellement (une fois bien implantés dans le milieu), ces centres réclament une reconnaissance officielle, tout en refusant d'être incorporés à l'éphémère réseau des affaires sociales. Au plan financier, ils ont la singularité de ne pas exiger plus de fonds parce qu'ils veulent garder leur indépendance.

Pour les membres de la Commission d'enquête Rochon sur les services de santé et les services sociaux, le propos du regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles a été, pour reprendre l'expression du commissaire Roger Bertrand, on ne peut plus « rafraîchissant ». D'autant plus, a-t-il ajouté, que « vous ne vous enfargez pas dans les fleurs du tapis ».

De façon claire et éloquente, la présidente, Mme Diane Lemieux, a expliqué hier aux membres de la commission que les centres n'étaient pas à vendre. « Il est très important qu'on conserve notre autonomie. On ne veut pas de montant important en échange de contraintes. »

D'ailleurs, note le mémoire du

groupe, « le programme de formation intensif en intervention auprès des femmes violentées pour les établissements du réseau, actuellement mis en opération par le ministère, est d'être considérablement dilué à cause de ses structures ». Le programme de formation de 25 intervenantes, qui feront un travail en parallèle à celui des CALACS, est « très fragmenté » et ne peut répondre aux besoins, a-t-on soutenu.

Par ailleurs, se résumant parfois à trois ou quatre employés, souvent bénévoles, les centres d'aide aux victimes de viol, qui poursuivront dans les prochains mois leur implantation en Gaspésie, en Abitibi, à Sorel et à Granby, peuvent réagir rapidement et efficacement à une crise. On est peu nombreuses, on a de l'imagination, de la bonne volonté et on fonce.

Quand une femme se présente en état de choc à un des centres, on n'exige pas qu'elle remplisse d'abord un formulaire avant de recevoir des soins. Aussi curieux que cela puisse paraître, c'est à peu près l'inévitable voie à suivre à laquelle devait se plier, il n'y a pas si longtemps, une personne qui se présentait aux urgences d'un hôpital après avoir été victime d'une agression sexuelle.

En parallèle à son travail auprès des femmes victimes, le réseau des CALACS poursuit son travail de sensibilisation dans les écoles. Ça donne des résultats. De plus en plus, les jeunes parlent et dénoncent les « harceleurs de quartier », qui ont profité toute leur vie d'une sorte d'impunité parce qu'on jugeait dans leur entourage que leur délit n'était pas si grave que ça.

« Notre silence est leur protection », rappelle Mme Lemieux. C'est justement pour dénoncer ces injustices que les centres se mettent à l'oeuvre. Dans l'ensemble, ces travailleuses souvent bénévoles veulent continuer de jour leur rôle social, avec autant d'argent si possible, mais en marge des institutions, qui n'ont pas la spontanéité nécessaire — bureaucratie oblige — pour répondre à des demandes aussi délicates que les agressions sexuelles.

d'après PC

COMMISSION ROCHON

Les travailleurs sociaux en poste dans les hôpitaux craignent d'être évincés

■ Coïncés entre les Centres de services sociaux, de qui ils relèvent sur le plan administratif, et les hôpitaux, où ils oeuvrent, les « praticiens de service social en milieu de santé » craignent d'être évincés. Ils demandent donc que l'on protège et rehausse les budgets déjà alloués au service social dans les hôpitaux.

NICOLE BEAUCHAMP

Ces lignes de force ressortent de l'exposé de l'Association des praticiens de service social en milieu de santé, présenté hier, aux audiences semi-publiques de la Commission Rochon. Cet organisme regroupe quelque 800 travailleurs sociaux et techniciens en aide sociale, cadres ou syndiqués, qui se trouvent surtout postés dans les gros hôpitaux du Québec.

Grosso modo, leur rôle consiste à agir comme intermédiaires entre les patients et leurs familles, afin que les conditions de vie des personnes traitées pour une maladie physique ou mentale favorisent, de retour chez elles, le recouvrement de la santé ou l'adaptation aux conséquen-

ces d'une perte de capacités. Mais, dans la conjoncture actuelle, plusieurs contraintes viennent tronquer leur fonction.

« En nombre insuffisant dans les centres hospitaliers où il s'en trouve, les travailleurs sociaux n'ont de temps que pour répondre aux demandes d'hébergement des personnes âgées, en institution ou ailleurs. Les demandes ont augmenté en flèche et les formulaires à remplir ont épaissi de deux à onze pages. Nous devenons le pivot de l'accès aux ressources extérieures à l'hôpital », ont déploré les porte-paroles de l'organisme.

Leurs préoccupations rejoignent celles qu'ont exprimées d'autres groupes d'intérêt directs reliés au domaine des services sociaux. Les doléances et revendications s'abreuvant ainsi à une perception commune: la réforme Castonguay des années 70 a érigé un système socio-sanitaire qui a disqualifié la dimension sociale, communautaire et préventive, au profit de la dimension médicale, individuelle et curative. En un mot, le travail social s'est bureaucratisé, s'est rétréci, et ramasse la por-

tion congrue du gâteau budgétaire.

Les porte-paroles de l'Association ont cité l'exemple de la grande agglomération urbaine de Québec où le conseil régional a demandé \$28 000 000 pour corriger le problème des Urgences-santé en prévoyant \$60 000 pour des ressources en service social. Toutefois, les questions des commissaires ont permis de clarifier des enjeux précis dans le cas des travailleurs sociaux en poste dans les hôpitaux.

Les hôpitaux absents

La menace de se voir évincés par les infirmières plane sur eux: « Pourquoi les infirmières pourraient-elles étendre leur champ d'activité, et les autres pas? Nous avons nous-même formé les infirmières à prendre en considération les aspects psychosociaux de la santé. Elles peuvent compléter notre travail, pas s'y substituer », ont indiqué les porte-paroles de l'Association. D'où leur demande que le gouvernement accorde des « budgets protégés » aux Centres de services sociaux (CSS) pour le service social dans les hôpitaux.

Cette requête sous-tend un au-

tre enjeu. Le fait que les « praticiens sociaux » relèvent de l'autorité des CSS, et non pas de celle des hôpitaux, ranime périodiquement la polémique. L'Association veut maintenir ce lien administratif aux CSS et elle nie que cela puisse nuire à l'organisation d'équipes multidisciplinaires dans les hôpitaux. On n'a pu entendre le son de cloche de ces derniers. L'Association des hôpitaux du Québec a en effet repoussé à une date ultérieure sa rencontre, prévue pour hier, avec la Commission Rochon.

CLINIQUE DE
DENTUROLOGIE
Serge Raymond, d.d.
denturologiste

FABRICATION ET RÉPARATION
DE PROTHÈSES DENTAIRES

4395, av. Verdun, suite 22
(angle rue Riel, près station de métro Verdun)

Pour rendez-vous: 769-5581
Du lundi au vendredi, de 9 h à 20 h
le samedi, de 9 h à 17 h

DIABÈTE

Le traitement des complications coûtera \$500 000 au Québec

■ Le diabète affecte environ 350 000 Québécois. Mais la moitié d'entre eux ignorent être atteints par cette maladie. L'autre moitié se heurte à de sérieux problèmes d'accès aux services maintenant disponibles, pour freiner ou empêcher les complications graves et fatales du diabète. Tant et si bien que cette maladie coûtera \$500 000 en soins hospitaliers au Québec à la fin de 1986.

NICOLE BEAUCHAMP

En s'appuyant sur des études américaines, l'Association du diabète du Québec s'est en effet attardé, hier devant la Commission Rochon, à démontrer « l'impact énorme » de cette maladie pour ceux qui en souffrent et pour la société. Le diabète talonné le cancer et les maladies cardiaques aux premiers rangs des causes de mortalité.

« Nous aimerions faire une série de recommandations susceptibles d'améliorer la qualité de vie des diabétiques et d'infléchir les coûts de la maladie », a d'emblée indiqué le président de l'association, le Dr Jean-Louis Chiasson. Cet endocrinologue de l'Institut de recherches cliniques de Montréal préside aussi la Commission nationale canadienne sur le diabète qui vient d'achever la première partie de ses travaux.

Le Dr Chiasson a donc insisté sur cinq mesures, « prioritaires » à ses yeux en ce qu'elles se situent aux trois niveaux de la prévention.

Les infirmières auxiliaires insatisfaites

■ La situation des 20 000 infirmières auxiliaires du Québec n'est guère enviable, ont soutenu hier les porte-paroles de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Devant la Commission d'enquête Rochon sur les services de santé et les services sociaux, la Corporation a soutenu que « le rôle et l'exercice professionnel de l'infirmière auxiliaire est de plus en plus déqualifié, réduit, menacé à cause des décisions arbitraires et unilatérales ».

Selon les infirmières, la formation est déficiente, et la délégation des soins les a cantonnées encore plus dans leur insatisfac-

tion pendant que se développait une « certaine déshumanisation des soins dans les établissements de santé ».

Au cours des mêmes audiences restreintes, la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation s'en est prise au rôle et aux pouvoirs des médecins dans les hôpitaux. « En ce qui concerne le pouvoir de décision, nous trouvons qu'il repose trop souvent sur la seule discrétion du médecin. Ce dernier est souvent appelé à rendre des décisions qui ne sont pas reliées à sa compétence, notamment en ce qui concerne le retrait ou leur retour au marché du travail. »

■ Elle préconise en outre la mise sur pied dans des hôpitaux de cliniques externes dotées d'une équipe multidisciplinaire pour prodiguer des traitements sans hospitaliser les diabétiques. Face au manque de données, elle recommande aussi le développement d'un véritable registre des cas de diabète afin de favoriser la recherche épidémiologique. Enfin, elle souhaite que l'on renforce les octrois aux recherches bio-médicales sur le diabète qui recueillent à peine 3 p. cent des subventions.

d'après PC

PLACE VERTU
LA FIÈVRE DU PRINTEMPS

...avec la magie des couleurs printanières, la mode dernier cri et 2 mois d'attractions spectaculaires à ne pas manquer!

DU PLAISIR!

LE CARROUSEL GÉANT POUR LES ENFANTS

Venez avec les petits voir et s'amuser sur un carrousel de chevaux... du plaisir pour toute la famille.



Du 24 mars au 26 avril

DU JAMAIS VU!

CONSTRUX de FISHER PRICE

Venez construire avec nous au centre d'action CONSTRUX. Vous pouvez construire un avion ou même une station spatiale, le tout est possible avec CONSTRUX.

N'oubliez pas l'exposition de gigantesques modèles... un vrai monde imaginaire.

Du 28 mars au 5 avril

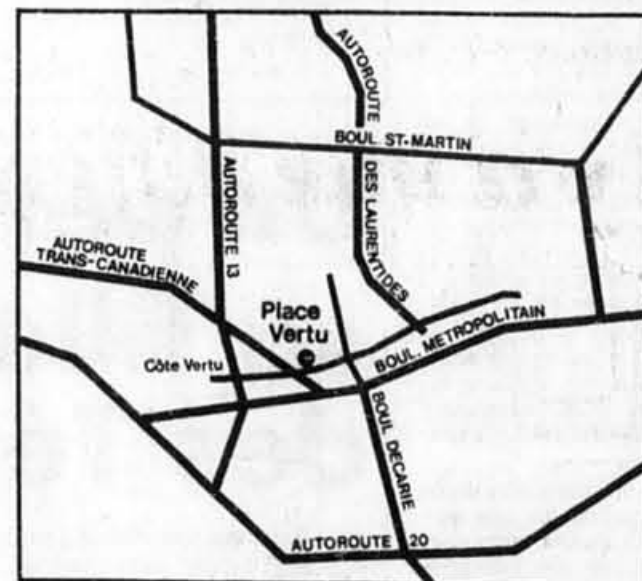
DE LA SÉCURITÉ!

ENFANTS-SECOURS Empreintes digitales et un tas d'information. du 7 au 12 avril



DE L'ÉBLOUISSANT!

Tout sur la mode... défilés de mode les 17-18-19 avril. Venez voir les nouveautés, les exclusivités, les couleurs, les styles que vous retrouverez à la Place Vertu!



PLACE

Vertu

3131 Côte Vertu, coin Cavendish, St. Laurent, SORTIE 62 DE LA TRANSCANADIENNE, ou l'autobus 118 au métro du Collège.

ENQUÊTE COMPARATIVE DE LA PRESSE: LA FRANCE Des programmes scolaires devenus un best-seller

- 4 -

Un des plus gros succès de librairie, en France, est un petit livre de 124 pages, en format de poche, publié par le ministère de l'Éducation nationale et intitulé: *Éducation élémentaire, programmes et instructions*.

ANDRÉ NOËL

Vendu à des centaines de milliers d'exemplaires, le livre rapporte même des profits! Mais c'est une autre sorte de rentabilité que le ministère a cherchée quand il a lancé ce qui allait devenir un best-seller.

Le 13 février 1985, le ministre socialiste de l'Éducation, Jean-Pierre Chevènement, annonce la réforme des programmes de l'école primaire. Son premier souci: que les nouveaux programmes soient bien compris, et par les enseignants, et par les parents.

« Le ministre a donné des directives très claires à ce sujet », a expliqué le directeur général des enseignements scolaires, Claude Durand-Prinborgne, lors d'une entrevue avec LA PRESSE dans les bureaux du ministère, rue de Grenelle, à Paris.

« Les programmes devaient être écrits dans une langue simple, limpide et accessible. Chaque père ou mère de famille, dans le village le plus reculé de France, devaient pouvoir en comprendre les grandes orientations. »

La question peut sembler banale. Après tout, la forme n'est-elle pas très secondaire par rap-

port au fond? « Non, répond M. Prinborgne. La simplicité du style est vitale. »

« Quand l'image est brouillée à la télévision, vous changez de chaîne », a fait remarquer un des fonctionnaires français qui a travaillé aux nouveaux programmes.

Les pédagogues français, belges et suisses que nous avons rencontrés, au cours d'une enquête comparative, se sont intéressés de près aux derniers programmes québécois. La plupart d'entre eux les ont trouvés bons. Ils ont apprécié notamment leur fonctionnement par objectifs. Mais ils avaient tous la même critique: nos programmes sont beaucoup trop durs à comprendre.

La même critique revient ici parmi les enseignants. Le programme de français, écrit par des linguistes en 1979, est à ce point indigeste que rares sont les enseignants qui l'ont lu au complet. Comment peuvent-ils ensuite bien l'appliquer?

L'incapacité des enseignants à bien comprendre les nouveaux programmes n'est pas étrangère au fait que les élèves québécois sont arrivés au dernier rang derrière les élèves français, suisses et belges, dans des examens identiques et pourtant basés sur les programmes québécois (LA PRESSE, 22 mars).

Les textes du ministère utilisent un jargon dont la compréhension est réservée aux initiés. Ils sont truffés de termes et d'expressions barbares propres à dé-

courager le lecteur moyen. Même les choses les plus simples deviennent ridiculement compliquées. Exemple:

« Parler, c'est formuler oralement un message en fonction d'une intention de communication, en tenant compte de l'interlocuteur et de la situation où se déroule l'échange. *Ecouter*, c'est donner un sens à la parole entendue en reconstruisant le message du locuteur en fonction des motifs qui provoquent et maintiennent l'échange, et du contexte où il se déroule. Les agents ou pôles de la communication orale sont le locuteur ou émetteur, et l'interlocuteur en tant que récepteur ou destinataire. » (Programme de français du primaire, p. 13.)

On ne retrouve pas ce charabia dans le petit livre populaire du ministère français de l'éducation. *Éducation élémentaire: programmes et instructions* invite le public — surtout les parents — à bien comprendre les changements scolaires.

Dans cette réforme, il n'est plus question d'« activités d'éveil », qui regroupaient jusque-là l'histoire-géographie, les sciences naturelles et l'éducation civique dans un tronc commun assez vague. Sept disciplines sont définies, toutes dotées

de contenus d'enseignement et d'horaires propres.

« Clarifier et simplifier, tel est l'objectif de cette réforme, qui rétablit l'étude de la chronologie en histoire, déclare prioritaire l'apprentissage de la lecture et souhaite rendre concrètes les mathématiques », notent Philippe Cohen et Christine Garin dans *Le Monde de l'éducation* (février 1986).

Les amateurs de mots ronflants — il n'y en a pas qu'au Québec — avaient décrété que l'école devait « apprendre à apprendre ». L'ancien ministre, M. Chevènement, a eu ce mot cinglant à leur égard: « La meilleure façon d'apprendre à apprendre, c'est encore d'apprendre ».

- Fin -

ERRATUM: Une erreur s'est glissée dans la transcription de l'examen de mathématiques dans LA PRESSE de samedi, 22 mars, en page B 4. Au problème no 8, il fallait lire: *Avec 6 dollars, Jean obtient 35 francs (et non 27). Combien obtiendra-t-il avec 8 dollars?* La réponse acceptée allait de 44 à 48 francs. (Le dollar canadien valait 5,80 francs français lors du passage de l'examen, en novembre.) Toutes nos excuses.

Derniers de classe

- la chronique de
Lysiane Gagnon, en page B 3

INFORMATISATION

L'enseignement public et l'entreprise privée créent un réseau de laboratoires

■ Pour la première fois au Québec, les secteurs de l'enseignement public et de l'industrie (les PME manufacturières)

GEORGES LAMON

unissent leurs efforts pour mettre sur pied un réseau de laboratoires qui permettra de tirer le meilleur profit des expériences et des compétences de chacun.

Le ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan, a dévoilé hier la

première phase de la formation de ce réseau de laboratoires, spécialisés dans les techniques de production assistée par ordinateurs (TPAO). Ces laboratoires sont attachés au Centre québécois pour l'informatisation de la production (COIP).

M. Ryan a dévoilé le projet à l'occasion d'une rencontre avec les représentants des divers milieux intéressés: universitaire, collégial, syndical, industriel, financier et de la recherche.

Contribution

À cette fin, M. Ryan a annoncé une contribution gouvernementale de \$4,5 millions pour la création et la mise sur pied de la première des trois phases du réseau du COIP. Cette première phase comprendra l'ouverture de six laboratoires et d'une unité spécialisée regroupant une cinquantaine de partenaires dans sept secteurs manufacturiers. Des établissements québécois d'enseignement collégial et universitaire serviront de port d'attache aux laboratoires.

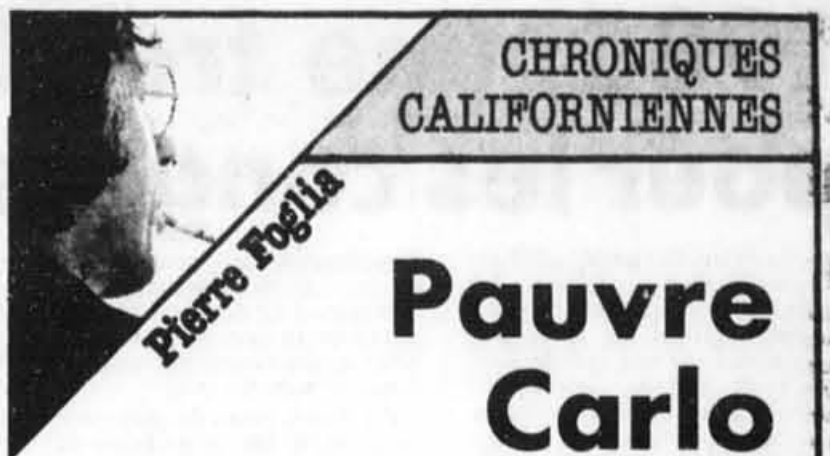
D'autres laboratoires viendront se greffer à ce premier réseau, qui sera développé en trois phases avec un investissement gouvernemental global de \$6 millions. Les deux autres phases permettront d'ajouter trois laboratoires supplémentaires qui viendront renforcer les unités existantes.

À Montréal

Ces laboratoires mis à la disposition des entreprises manufacturières, où elles pourront trouver tous les services reliés à la technologie moderne, seront aménagés dans les cégeps et universités avec un centre opérationnel à Montréal. Ils serviront également de lien entre tous les consultants spécialisés et l'industrie pour permettre d'adopter une stratégie appropriée et ainsi faciliter l'accès aux entreprises manufacturières québécoises.

Selon M. Roland Dugré, P.D.G. du COIP, organisme créé en 1984 par le gouvernement pour favoriser la diffusion et l'intégration des nouvelles technologies à l'ensemble manufacturier québécois, ce réseau devrait permettre aux participants de profiter de l'expertise du milieu sans pour autant être obligé de quitter leur région. Il servira aussi d'aide potentielle aux PME qui ont besoin de conseils pour entreprendre un bon virage technologique en cette fin du 20e siècle.

COCKTAILS
Pour célibataires dynamiques et cultivés
Mercredi 26 mars à 20h00
SHERATON ST-LAURENT
Jeudi 27 mars à 20h30
SHERATON LAVAL
COÛT: 12\$ (tenue de ville requise)
RÉSERVATIONS OBLIGATOIRES: 361-4428
LE CERCLE DES RENCONTRES ENR



CHRONIQUES CALIFORNIENNES

Pauvre Carlo

■ **ORINDA** — Oh, avant que j'oublie: dans ma dernière chronique, pour faire mon drôle, et vous montrer combien ma soeur était californienne, je vous disais qu'elle emmenait son chien saucisse chez le psychiatre. Eh bien je me suis trompé. D'abord ce n'est pas un chien saucisse, mais un caniche qui s'appelle Carlo (comme notre père) et il n'est jamais allé chez le psychiatre. Bien assez qu'il ait rendez-vous une fois par mois chez le coiffeur, deux fois par an chez le dentiste, et très souvent chez son vétérinaire japonais. Il y est allé encore hier. Figurez-vous qu'il toussa; une vilaine angine. On lui a ordonné un sirop contre la toux, des antibiotiques, un peu de calcium pour le remonter et un petit quelque chose aussi pour ses glandes thyroïdes qui font la paresse...

— Poor Carlo, il est vieux, tu sais, pleurniche ma soeur...
Je me permets de préciser: vieux, con, gâteux et sourd. Et pédé: il n'arrête pas de me licher la face depuis que je suis arrivé...

— Dis donc Rose, ton mongol de Carlo, y me prendrait pas pour un popsicle des fois?

Remarquez que j'aime mieux dire du mal du chien que du mal de ma soeur qui est un peu vieille, et un peu sourde elle aussi, et qui, en plus, parle sans arrêter... Mais c'est ma soeur, et nous autres Italiens avons pour règle de ne jamais dénigrer nos parents, du moins quand ils sont riches... D'ailleurs, pour être honnête, elle parle beaucoup c'est vrai, mais elle parle bien, et trois langues en même temps, sorte de français épique d'un peu d'italien...

— You see, ma salade elle a toute pourrissé la viliaca (elle est pourrie la salope)...

Elle me faisait faire le tour de son jardin, cherchant le nom des arbres, des fleurs et des plantes...

— C'est ridicule, je ne me rappelle pas comment on dit des pussy willow en français, c'est très poisseux you see, et comme ça les deers les mangent pas... Il y a des deers au Canada?
— Des chevreuils? Certain! Plein ma cour!
— Ah oui?

Je l'ai surprise. Quand un Californien demande à un étranger: « Avez-vous de ça chez vous? », l'étranger, s'il sait vivre, est censé répondre non... J'ai longtemps pris les Californiens pour les plus suffisants des Américains, jusqu'à ce que je réalise qu'ils étaient seulement les plus isolés. Insulaires d'une curieuse île qui baigne dans la mer d'un côté et dans le désert de l'autre, ils attendent des étrangers de passage qu'ils leur confirment que hors la Californie, la planète n'est qu'un terrain vague désolé, pris dans les glaces, et que balaient d'épouvantables tempêtes... C'est bien connu, le soleil ne suffit pas au paradis, il faut aussi qu'il tombe d'a mardo ailleurs...

— Tu as peut-être des deers dans ta cour, mais ça, je suis sûre que tu n'en as pas au Canada...

Elle me montrait un citronnier chargé de fruits... Mais elle aurait pu tout aussi bien me montrer ses magnolias aux feuilles caoutchoutées, ses cyclamens, ses camélias, ses rhododendrons, le cerisier en fleurs, les roses, les pins japonais, les chènes gigantesques et bisornus qui poussent leurs branches jusqu'au dessus du toit de sa maison...

— Eh non, Rose! Pas de citronniers dans mon jardin... Ni romarin, ni sauge, ni salade, ni asperges, ni fraises comme dans le tien...

— Alors, qu'est-ce qu'il y a dans ton jardin en ce moment?

— Un pied de neige...

— Madona Santa! Mais c'est le mois d'avril! C'est pas encore fini votre hiver?

Elle forçait un peu sur la pitié, mais tout rentrait dans l'ordre. La grande soeur avait retrouvé son petit frère qui venait du froid. Demain, tout Orinda saurait qu'il y a un pied de neige dans mon jardin...

À seulement 30 kilomètres de San Francisco, Orinda est perchée dans les collines qui dominent le campus de l'Université de Californie (Berkeley). Il n'y a pas vraiment de village, seulement un réseau d'étroites routes à pic qui grimpent vers des déroulants culs de sac. Des routes qui portent des noms comme *Sleepy Hollow Court*, *Fallen Leaf Terrace*, *Lost Valley Road*. Des routes où se croisent des Saab, des BMW, des Mercedes. C'est à peine si on devine les toits moussus des maisons en contre-bas des *driveways* qui s'enfoncent sous des tunnels de verdure... Ces collines sont surtout peuplées de retraités de la *upper-middle class* qui votent Reagan comme ma soeur, et qui prient le bon Dieu comme elle, de ne jamais leur donner un maire noir et démocrate comme celui qui règne à Berkeley, en bas de la pente...

Berkeley à qui il ne reste guère d'autre titre de gloire que ce maire libéral. Je viens d'y passer la journée, cherchant en vain des traces des années 60... Les mêmes Krishnas donnaient le même show à l'entrée du campus, les mêmes freaks pieds nus, avec leurs bracelets et leurs clochettes, remontaient l'avenue Telegraph. Et c'est justement ce qui était si triste: que ce fût les mêmes. Guignols atterrés qui s'obstinent à donner un spectacle qui n'intéresse plus personne... L'avenue Telegraph où sont nées les idées « contre » qui ont marqué les années 70, cette rue où Johnson et Nixon ont perdu la guerre du Vietnam, cette rue à maintenant l'air de la rue Notre-Dame dans le Vieux-Montréal, un dimanche après-midi de juillet quand les touristes, par leur seule présence, donnent aux vieilles pierres des allures de carton-pâte... Plus navrant encore, ici, il semble que ce soient les idées qui sont maintenant de carton-pâte.

Sur le campus proprement dit, cela sentait la fin de session et la course aux diplômes... Tout de même me disais-je, tout de même, il doit bien y avoir quelque part une petite manifestation, un attroupement, un sit-in, enfin quoi quelque chose... J'ai finalement trouvé une pancarte ficelée après une grille qui disait: « Non aux investissements universitaires en Afrique du Sud ». Il y avait un petit groupe d'étudiants pas loin, je me suis approché...

— C'est votre pancarte?

— Ça? Non! C'est une vieille histoire...

Ils m'ont expliqué que l'université avait investi plusieurs centaines de millions en Afrique du Sud et que cela avait provoqué quelques petites manifestations, il y a déjà longtemps...

— Et maintenant?

— On ne sait pas, c'est peut-être réglé!

Ça n'avait pas l'air de les inquiéter beaucoup... Dans ma grande naïveté, il me paraissait déjà extraordinaire que cette université, qui compte une quinzaine de prix Nobel parmi ses professeurs, se conduise comme une quelconque compagnie d'assurances. Mais il m'apparaissait plus extraordinaire encore que les enfants de ceux-là qui mirent ce campus à feu et à sang il y a une quinzaine d'années, ces enfants-fleurs si on veut, soient si loin du rêve de leurs parents. Si loin des fleurs. Si près des institutions gardiennes des valeurs éternelles de l'Amérique...

Je suis remonté chez Rose par des pentes si abruptes qu'elles m'ont fait marcher à côté de mon vélo. Quand j'ai eu Berkeley à mes pieds, Oakland à côté, et San Francisco au bout du Bay Bridge, j'ai eu un assez grand morceau de Californie sous les yeux pour voir que ce n'était pas un pays, mais une frontière. Je veux dire le bout de quelque chose, de quelque part...

On nous a souvent présenté la Californie comme un modèle.

Et si ce n'était, sous un soleil trompeur, que le terminus des angoisses de l'Amérique?

Oh, *by the way*, parlant d'angoisse, je me suis trompé, c'est vrai: ma soeur n'emène pas son pauvre Carlo chez le psychiatre.

Mais peut-être qu'elle devrait...

Jours Saints

INVITATION SPÉCIALE À TOUS LES FIDÈLES
À LA CATHÉDRALE MARIE-REINE-DU-MONDE

- Le **MERCREDI SAINT**, 26 mars 1986, à 20h00, la MESSE CHRISMALE sera concélébrée par plus de 200 prêtres sous la présidence de l'archevêque de Montréal MONSIEUR PAUL GREGOIRE.
- Le **JEUDI SAINT**, 27 mars 1986, à 20h00, la Cène du Seigneur sera présidée par Monseigneur André-Marie Cimichella.
- Le **VENDREDI SAINT**, 28 mars 1986, à 15h00, la méditation du Chemin de la Croix sera présidée par Monseigneur Grégoire et animée par Monseigneur Cimichella.
À 17h00, Monseigneur Grégoire présidera également l'Office du Vendredi Saint.
- Le **SAMEDI SAINT**, 29 mars 1986, à 20h00, Monseigneur Cimichella présidera la Vigile Pascale en présence de Monseigneur Grégoire.
- Le **DIMANCHE DE PÂQUES**, 30 mars 1986, à 11h00, la messe de la Résurrection sera présidée par Monseigneur Paul Grégoire.

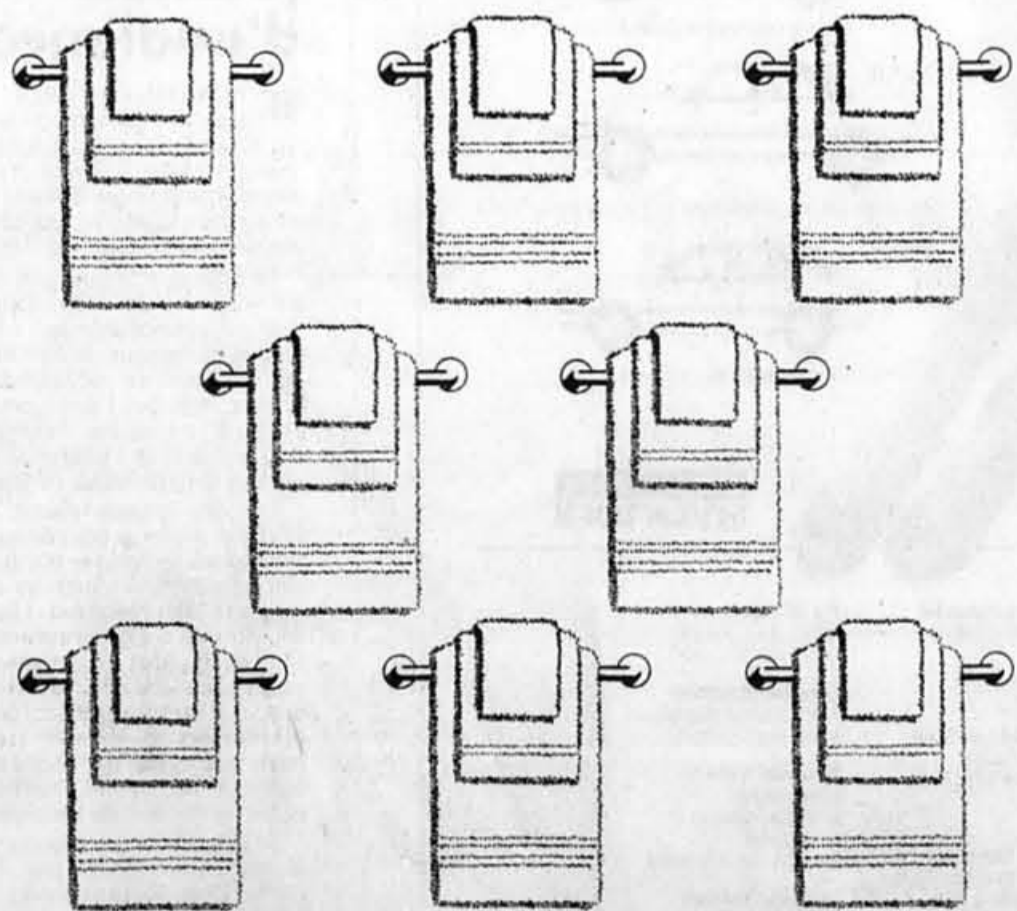
HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

3, Place Québec (Québec)

Certains hôtels, vous avez dû le remarquer, ont un petit-quelque-chose-de-plus. Et qui ne tient pas uniquement à l'épaisseur des serviettes (bien que les nôtres soient particulièrement moelleuses). Au Hilton International Québec, cet intangible vient de la qualité du personnel. Courtois. Professionnel. Serviabilité. Toujours prêt à faire le nécessaire pour vous prodiguer une attention personnelle. Celle dont on se souvient. Et qui donne le goût de revenir. Parce qu'on se sent le bienvenu. C'est toute la différence.

Réervations: (418) 647-2411 ou le service de réservations Hilton.

Il y a une différence...



L'ACCUEIL, ON PREND ÇA À COEUR.

1985, une très bonne année pour les congrès à Montréal

Le bilan de l'année 1985 est excellent pour l'Office des congrès et du Tourisme du Grand Montréal qui a réussi à attirer ici trois fois plus de congrès (soit 288) que l'année précédente. Mais il devra envisager une participation accrue du secteur privé à son action et à son financement.

MARIANE FAVREAU

En effet, si l'on décède correctement les propos que le ministre du Tourisme, M. Yvon Picotte, tenait aux membres à l'occasion de leur assemblée annuelle, l'Office devra compter davantage sur le secteur privé.

« Les orientations que j'entends donner au ministère du Tourisme mettront l'accent sur une meilleure allocation des ressources humaines et financières, a-t-il déclaré, tout en facilitant

l'engagement du secteur privé en tant qu'investisseur » Ce discours, tous les ministres du nouveau gouvernement le tiennent sans variation depuis plusieurs mois.

D'ailleurs, l'élan est déjà donné puisque les projections de l'OCTGM pour 1986 indiquent une diminution de près de 10 p. cent de ses revenus provenant du secteur public. L'office est financé en majeure partie par des fonds publics, la Ville de Montréal contribuant \$1 million, la Société du Palais des congrès, \$386 000 et le Ministère du Tourisme, \$368 000. Les cotisations du secteur privé et les revenus de services comptent pour moins d'un demi-million de dollars.

Le commerce au secteur privé

Selon le ministre Picotte, « l'image que nous diffusons à

l'étranger doit proposer des modèles touristiques intégrés, et non en pièces détachées. Pour arriver, la participation des personnes et organismes intéressés doit être bien coordonnée et mise à profit ».

Il a été clair sur cette participation: le secteur privé se verra confier la part principale des interventions commerciales. L'Office, de son côté, devra de plus en plus « dynamiser » la structure touristique actuelle de Montréal tout en coordonnant les politiques et programmes du secteur public pour aider le secteur privé.

L'OCTGM a pour mission de vendre Montréal comme destination privilégiée aux marchés de tourisme et de congrès. Il agit comme intermédiaire, catalyseur et coordonnateur auprès de ses clients, les intervenants gou-

vernementaux et l'entreprise privée et y réussit de mieux en mieux, semble-t-il.

Outre la hausse du nombre des congrès, l'Office peut se targuer de ce que le nombre de délégués à ces congrès a augmenté du tiers en 1985. Enfin, le nombre de nuitées (nuits passées à l'hôtel), en relations avec ces congrès, a atteint les 620 000, dépassant de beaucoup le total de 1984.

L'Office, qui tenait hier son assemblée annuelle, a bouclé son budget de \$2,3 millions avec un léger déficit (\$28 000) entraîné par le congrès des Alcoliques anonymes. Cet événement avait attiré 50 000 congressistes à Montréal.

L'Office compte 386 membres actifs dont l'association des hôteliers, les industriels du transport et de la restauration.

PLACE LAVAL

La Caisse de dépôt investit à Laval

La Caisse de dépôt et de placements du Québec s'est associée avec Edifice G L pour faire de la Place Laval le plus important centre d'affaires de Laval et du Bloc-Nord. Actuellement, 1 600 personnes travaillent dans l'une ou l'autre des trois tours à bureaux qui s'élèvent à l'intersection des boulevards Saint-Martin et des Laurentides.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La construction d'une quatrième tour, au coût de \$11 millions, sera terminée en août prochain. Au total, la firme de consultants Gendron Lefebvre, avec ses nouveaux partenaires, auront investi \$30 millions dans Place Laval, depuis la fin des années 60.

M. Claude-François Lefebvre, associé principal de Gendron Lefebvre, a expliqué, hier, que G. L. et Place Laval détiendront ensemble une participation de 50 p. cent alors que la Caisse de dépôt et, sa filiale, la Société immobilière Trans-Québec se partageront l'autre 50 p. cent, dans les proportions 45 contre 5.

La nouvelle a été annoncée à l'occasion d'une réception à laquelle assistaient plusieurs personnalités du monde des affaires, ainsi que le maire Claude Lefebvre, plusieurs députés, dont le ministre délégué aux Petites et moyennes entreprises (PME), M. André Vallerand.

M. Claude-François Lefebvre a

souligné que son principal associé, M. Marc Gendron, et lui-même avaient décidé de s'unir avec la Caisse de dépôt dans ce vaste projet pour « partager les risques avec d'autres partenaires. Car, poursuit-il, le projet devient trop important. Cette union va aussi permettre d'envisager d'autres formes d'investissements ».

\$800 000 en taxes municipales

La phase IV de Place Laval prévoit l'aménagement d'un environnement à la fois « prestigieux et agréable », pour employer le langage des promoteurs. « Ses 124 000 pieds carrés, souligne M. Lefebvre, porteront à plus de 500 000 pieds carrés l'espace de ce complexe immobilier. » Il reste à louer encore 70 p. cent des espaces à bureaux, a-t-on précisé.

Le maire Lefebvre a mentionné que Place Laval constituait le tiers de la superficie de bureaux et de grands édifices de la deuxième ville en importance au Québec.

G. L. paie en taxes municipales annuellement \$800 000.

Dans son allocation, le vice-président aux placements en immeubles à la Caisse de dépôt, M. Jean-Claude Cyr, a souligné que l'organisme qu'il représente en était à son troisième investissement du genre à Laval.

Lors des premières années d'existence de Laval, les édifices municipaux songeaient à faire commencer le centre-ville à l'intersection des boulevards Saint-Martin et des Laurentides, projet qui a avorté et qui ne sera probablement jamais réalisé. Il n'en reste cependant pas moins que ces deux boulevards sont devenus, au fil des années, les artères principales de cette municipalité.

LES CONSOMMATEURS SERONT PROTÉGÉS

Unitours n'est plus agent de voyages

À la suite de la requête en faillite déposée ces jours derniers par Unitours (Canada) limitée, le président de l'Office québécois de la protection du consommateur, Me Gilles Moreau, a annulé hier les permis d'agent de voyages, détaillant et grossiste, détenus par Unitours Québec.

Un fiduciaire a été nommé pour assurer la protection des consommateurs sur le point de partir en voyage ou déjà à l'étranger, et pour administrer les sommes versées à l'avance. Il s'agit de M. Yves Morin (c.a.), de *Coupal, Saint-Hilaire et associés*, 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal,

Québec. Le numéro de téléphone est: (514) 284-1166.

Les agences de voyages pourront communiquer avec le fiduciaire afin d'obtenir des informations concernant les dossiers de leurs clients. Les consommateurs visés doivent prendre contact avec leur agent de voyages afin d'obtenir

des renseignements sur leur dossier.

Par ailleurs, l'Office de la protection du consommateur tient à informer les voyageurs que les cautionnements qu'il détient garantissent toutes les réclamations des consommateurs.

CONCOURS HYUNDAI "L'ESSAI PORTE CHANCE"

Vous pourriez gagner UN des 22 superbes pianos mæari* en acajou foncé si vous faites l'essai d'une voiture PONY, STELLAR ou EXCEL.

Rendez-vous chez un concessionnaire Hyundai participant. Vous y trouverez les règles détaillées du tirage «L'ESSAI PORTE CHANCE!» et votre bulletin de participation. Aucun achat requis.

Hâtez-vous! Le concours prend fin le 2 mai 1986.

«Hyundai vous donne la chance de gagner le piano dont vous rêvez depuis toujours!»

Nicole Martin

NICOLE MARTIN
Chanteuse et musicienne

22 PIANOS mæari* À GAGNER AU QUÉBEC

*Une valeur d'environ 2 675 \$ chacun. Modèle U-820. Transport compris n'importe où au Québec. Le prix gagné ne sera ni échangé ni monnayé et devra être accepté tel quel. Un jury indépendant procédera au tirage au sort des gagnants parmi tous les bulletins de participation valides.



Montez en Pony aujourd'hui.



La Stellar brille par son luxe et par son prix.



Le sens des valeurs.

HYUNDAI

OUEST

Hyundai Pony Centreville
2077 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal 931-8243

Luciani Automobile (1985) Inc.
4040 ouest, rue Jean-Talon
Montréal 340-1344

Jaykai Hyundai
30, boul. Don Quichotte
Ville Île Perrot 453-6363

Autos Visa Inc.
50Q, boul. Mgr. Langlois
Valleyfield 377-1985

Automobiles Ulsan Ltée
2355, boul. Hymus
Dorval 683-5702

Safari Automobiles Inc.
300, rue Lafleur
LaSalle 364-3124

SUD
Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 658-4482

C.W. AutoSud Inc.
3839, boul. Taschereau
St-Hubert 678-1220

Automobiles Corée Longueuil Ltée
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Les Automobiles Cloginor Inc.
9, rue Frontenac
St-Jean-Sur-Richelieu
347-4003

Moteurs Châteauguay
83, St-Jean Baptiste
Châteauguay 692-9630

Principale Autos Ltée
1196, rue Principale
Granby 378-4666

NORD
Desmeules Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Ville de Laval 668-6393

Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé
Labelle
Chomedey, Laval
682-6000

Garage St-Louis Ltée
356, boul. Sauvé
St-Eustache 491-1292

EST
Point-aux-Trembles Pony
12150, rue Sherbrooke est
Montréal 645-2233

Pie IX Pony
9390, boul. Pie IX
Montréal 324-6821

Pony de Montréal
5187, avenue Papineau
Montréal 521-3201

Hyundai Auto Mascouche
1990, ch. Gascon
St-Louis-de-Terrebonne 471-7669

Les Automobiles Lise Grenier Inc.
1250, Rte. Marie-Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

Le sommet économique des Laurentides aura lieu en avril

Le sommet socio-économique des Laurentides, reporté à une date indéterminée peu après la prise du pouvoir par les libéraux, aura finalement lieu les 11 et 12 avril, à Mirabel.

Le président de ce sommet, M. Michel Gagné, a déclaré que déjà deux ministres, directement concernés par les propositions d'engagement qui y seront présentées, ont confirmé leur présence à cette rencontre. Il s'agit des ministres des Transports, M. Marc-Yvan Côté, et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan. M. Côté est aussi ministre responsable du développement régional.

Quant au député de Prévost, M. Paul-André Forget, il sera aussi présent à titre de représentant et porte-parole du caucus des députés libéraux des Laurentides.

Rappelons que le renvoi à plus tard de cette importante rencontre avait été rendu nécessaire parce que les membres du comité d'orientation, dont le président du sommet M. Gagné, voulaient auparavant connaître les intentions des nouveaux élus.

Tragédie de Hinton: première journée d'audiences

EDMONTON (PC) — Le juge René Foisy, de la Cour du banc de la reine d'Alberta, a inauguré hier la première journée des audiences dans le cadre de l'enquête sur la tragédie ferroviaire de Hinton, en Alberta.

Le 8 février dernier, un convoi de wagons de marchandises quittait prématurément une section d'évitement de la voie ferrée et entra en collision frontale avec le Super Continental, un train de passagers transportant 113 personnes. Vingt-trois personnes étaient tuées, 60 blessées.

La plus grande partie de la journée d'hier a été consacrée à un exposé technique sur le fonctionnement des chemins de fer du Canadien National. Une cinquantaine d'observateurs, surtout des cadres et quelques employés des chemins de fer, ont assisté à la présentation de pièces versées au dossier comprenant manuels de procédures, contrats de travail, statistiques et cartes du lieu de l'accident.

Le juge Foisy a été nommé par le ministre fédéral des Transports, Don Mazankowski, pour faire la lumière sur les causes de l'accident et soumettre des recommandations en vue d'éviter une répétition de cette catastrophe.

TÊTES D'AFFICHE

Guy Pinard



Les cérémonies des jours saints au Gesù

Françoise Hétu animera la foule.

L'office du Vendredi-Saint aura lieu à 15 h comme le veut la coutume, avec la participation de la chorale du Gesù et de Françoise Hétu encore une fois.

La vigile pascale du Samedi-Saint aura lieu à 20 h, et elle

comprendra une messe animée par les Amis du Gesù.

Enfin, le dimanche de Pâques, les messes auront lieu aux heures habituelles de 9 h, 11 h et 12 h. Mais comme le centre-ville est plutôt vide à ces heures, les foules ne seront guère nombreuses...

À une certaine époque, l'église du Gesù, rue de Bleury, était une des plus courues pendant la Semaine sainte, à cause de la qualité des prédicateurs qui défilaient dans sa chaire pour livrer le message des jours saints.

Ces temps sont peut-être révolus, mais comme nous l'apprenait récemment le préfet de l'église, le R.P. Laval Girard, s.j., le Gesù continue d'offrir les offices religieux traditionnels des jours saints.

Le Jeudi-Saint, l'office du jour, à 17 h, sera célébré par plusieurs pères jésuites. L'office sera rehaussé par le chant de la chorale du Gesù, tandis que

L'entreprise de l'année à Saint-Laurent

La Chambre de commerce de Saint-Laurent organisait récemment le concours ALPHA pour honorer les entreprises de cette ville de banlieue qui se sont le plus mises en évidence au cours de l'année. Le titre d'entreprise de l'année a été remis à la société Memotec Data Inc., et son président et chef d'entreprise, M. William M. McKenzie, a reçu son trophée de M. Pierre Des Marais II, président du Conseil de la société Canadair et de la Corporation de développement des investissements du Canada. Le jury était présidé par le confrère Alain Dubuc et comprenait également MM. Serge Beaudet, de la société Poissant, Richard, Thorne, Riddell; Paul-André Locas, de la Banque fédérale de développement; et Charles Robitaille, de la Corporation de développement économique de Saint-Laurent.



Photo Pierre Côté, LA PRESSE

Mille excuses!

Dans l'édition de dimanche, le surplus d'informations a amené le préposé au pupitre à jouer du bistouri, mais pas nécessairement au bon endroit.

Vous aurez déjà remarqué que la rubrique « Les Montréalais dans l'actualité » était complètement absente. D'autre part, la rubrique « Le reconnaissez-vous » a été amputée de trois paragraphes, dont un très important comme vous pourrez le constater immédiatement.

On vous soulignait en premier lieu que c'étaient en majorité des femmes qui avaient identifié Maurice Richard.

En deuxième lieu, on saluait au passage Mme A. Rollin, de la rue Notre-Dame, à l'île Perrot, en précisant que ce divertissement qui, dit-elle,

l'amuse, durera aussi longtemps que le permettra la disponibilité de photos anciennes. Et j'en profite pour inviter ceux qui auraient de vieilles photos de personnalités connues de me joindre au 285-7070.

Enfin, et c'est le plus important, on annonçait que parmi toutes les lettres qui avaient identifié correctement Richard et Jean-Paul Jeannotte, la semaine précédente, nous avions tiré au hasard celle de Janette Marchand, de la rue Gamble ouest, à Rouyn. Cette personne recevra le livre L'habitation, guide complet, de Robert Dubois, que les Éditions LA PRESSE viennent de lancer sur le marché au prix \$14,95, dès qu'elle aura communiqué avec le signataire de cette chronique au 285-7070, à frais virés évidemment.

Mille excuses encore une fois!

Au générique

Mme Stéphane Moissan est à l'origine de la création d'un bureau de relations publiques chez les comptables Poissant, Richard, Thorne, Riddell. Après avoir quitté LA PRESSE, Mme Moissan était au service de l'Association des banquiers du Canada.

Nicole Gauthier, directeur des relations publiques chez Culinar depuis un an, a quitté Montréal dimanche pour trois semaines en direction de l'Afrique du Nord. Mme Gauthier est bien connue chez les sportifs puisqu'elle fut pendant de longues années une proche collaboratrice du R.P. Marcel de la Sablonnière.

Le vice-président aux Ressources humaines du groupe CSL (Canada Steamship Lines), M. John Evans, quittait récemment l'entreprise après 47 ans de service. Son président, M. Raymond Lemay, lui a rendu un vibrant hommage lors d'une réception organisée en son honneur.

A.J. Campbell, directeur de la planification au sein du groupe

CSL, est responsable de la participation du groupe à l'Expo 86 de Vancouver.

M. R.G. Holmes, vice-président aux Ressources humaines chez Voyageur, annonçait récemment la nomination de Jean-Louis Proulx au poste de coordonnateur des Ressources humaines.

M. Alexandre Basmadjiev a profité d'un récent passage du premier ministre Robert Bourassa au siège social d'Essilor Canada, entreprise qu'il préside, pour annoncer un investissement de \$1,5 million. Spécialisée dans les lentilles cornéennes, les verres, les montures et les instruments d'optique, cette entreprise de Saint-Laurent a réalisé des ventes de \$10 millions en 1985.

Henriette Lanctôt, présidente de l'Association des femmes d'affaires du Québec, annonce la nomination de Lise Cardinal au poste d'agent de développement du Bottin des femmes. Jusqu'à tout récemment directrice de Lise Cardinal et Associés, Mme Cardinal assumera égale-

ment la responsabilité de l'Service de formation de l'Association, qui regroupe plus de 2 000 femmes d'affaires.



Moncef Guitouni

Dans le but de souligner les 25 années d'activités professionnelles du professeur Moncef Guitouni, la Société de recherche en orientation humaine inc., dont il fut le président-fondateur, lance un avis de recherche afin de retracer tous ceux et celles qui l'ont connu de près ou de loin, et qui souhaiteraient lui rendre un hommage particulier. Pour obtenir de plus amples informations au sujet de cette fête qui aura lieu le 6 mai et sera animée par Danielle Roy et Gilles-Philippe Delorme, il faut faire le (514) 523-5677.

Saviez-vous que les médecins ont leurs propres Jeux olympiques? Non, eh bien c'est pourtant le cas, puisque les 7es Jeux mondiaux des médecins auront lieu du 22 au 26 juin, à Montecatini, en Italie, dans 11 disciplines (athlétisme, cyclisme, escrime, golf, judo, natation, planche à voile, sports équestres, tennis, tennis de table, tir et voile). Pour de plus amples informations, les médecins peuvent s'informer au bureau de L'actualité médicale, journal dirigé par Jacques Lafontaine, et saviez-vous que 45 p. cent des Québécois portent des verres correcteurs ou des lentilles cornéennes, que 40 p. cent d'entre eux sont presbytes, et que le marché des montures de lunettes s'établit à un million par année, la fréquence de renouvellement des montures variant de 2,5 à 3 ans?

À JEUDI

NOS MODÈLES 1986 SONT NÉGOCIABLES

6 886\$*



MICRA

10 386\$*



PULSAR

13 386\$*



MULTI

*taxe, transport et préparation en sus.

LOCATION MICRA

à partir de 149⁰⁰\$ par mois

- Dépôt de 1 000,00\$ requis
- Rose de 48 mois/80 000 km
- Taxes et immatriculation en sus.
- Offre valide jusqu'au 20 avril 1986



Procurez-vous le Programme Sécuritaire Prolongé - PSP une garantie supplémentaire sur votre véhicule.

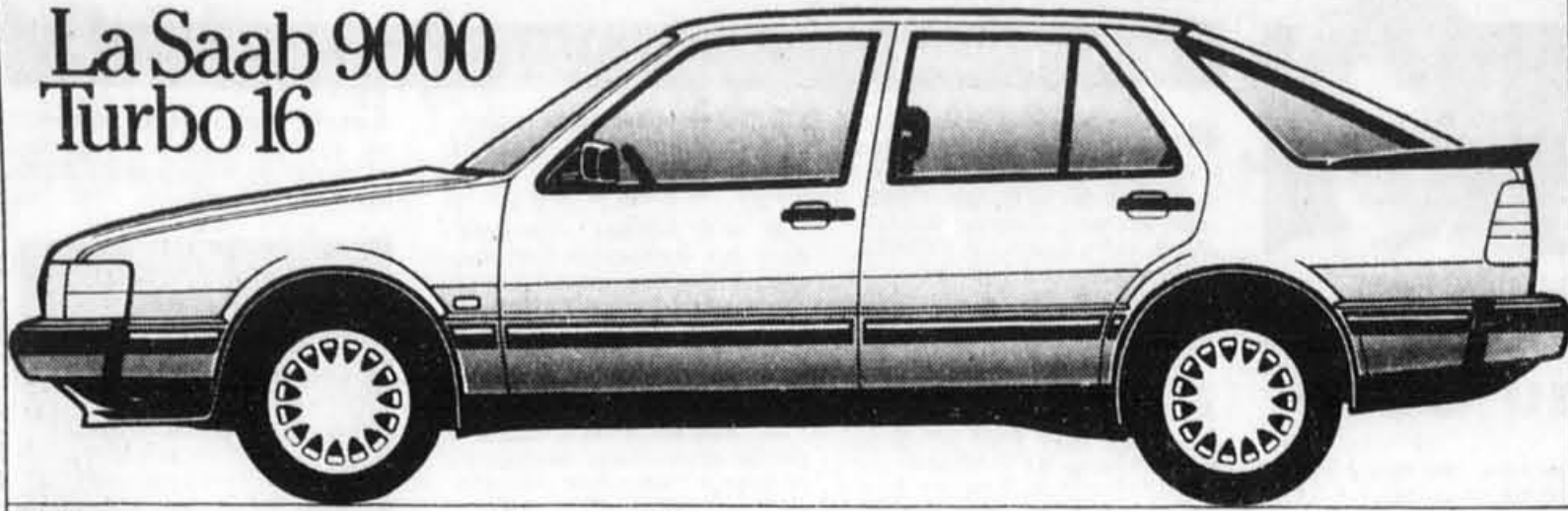


Un choix brillant



- Les 16 concessionnaires Pros Nissan du Montréal métropolitain
- AUTOMOBILES ALEXANDER INC.**
SAINT-LOUIS DE TERREBONNE
4100, chemin Gascon 477-1444
 - AUTO GOUVERNEUR INC.**
LAVAL
1501, boul. des Laurentides 668-1650
 - BAILLARGEON NISSAN INC.**
LONGUEUIL
760 est, rue Saint-Charles 677-8979
 - BELLEMARE NISSAN LTÉE**
MONTREAL
10305, avenue Papineau 382-2780
 - BROADWAY AUTOMOBILE LTÉE**
LASALLE
7550, rue Broadway 366-8931
 - BRUCY AUTO INC.**
VAUDREUIL
900, boul. Harwood, route 342 455-1434
 - CITÉ NISSAN**
MONTREAL
3500 ouest, rue Jean-Talon 739-3175
 - FAIRVIEW NISSAN LTÉE**
POINTE CLAIRE
345, boul. Brunswick 697-9141
 - GARAGE DUMOULIN LTÉE**
Saint-François, LAVAL
8115, boul. Lévesque 665-7450
 - GARAGE MODELAUTO INC.**
POINTE-AUX-TREMBLES
12230 est, rue Sherbrooke 645-4546
 - LABELLE NISSAN**
BLAINVILLE
818, boul. Labelle 430-4120
 - MANOIR NISSAN INC.**
REPENTIGNY
225, boul. Brien 585-5824
 - MERCIER NISSAN INC.**
MERCIER
55 ouest, boul. Saint-Jean-Baptiste 691-9541
 - ROGER BAUDIN AUTOMOBILES INC.**
MONTREAL-NORD
10511, avenue Bellevue 321-8600
 - SNYDER NISSAN LTÉE**
LACHINE
2125, rue Notre-Dame 634-7211
 - ST-EUSTACHE NISSAN LTÉE**
SAINT-EUSTACHE
801, boul. Sauve 472-8666

La Saab 9000 Turbo 16



«La révélation de l'année»

— Revue Car and Driver

Racée, rapide, spacieuse. D'un luxe tout européen, et propulsée par un moteur turbo-compressé à 16 soupapes à refroidisseur intermédiaire. Garantie 3 ans/60 000 km par Saab. Et classée parmi les 10 meilleures voitures de 1986 par la revue Car and Driver. Il n'y manque que vous, mais ça peut s'arranger. Il suffit de venir faire une randonnée d'essai sans tarder.

*Prix de détail suggéré du fabricant. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le prix ne comprend pas l'immatriculation, les frais de transport, la préparation par le concessionnaire, les taxes provinciales ni les accessoires en option.

À partir de 30 345 \$* seulement

SAAB
La haute performance
avantageuse.

Automobiles Élégante
4747 est, rue Jean-Talon
Montréal
374-6550

Garage Lavigne Inc.
37, rue Ste-Anne
Ste-Anne-de-Bellevue
457-5537

Les Moteurs Décarie Inc.
55, rue Gince
Ville St-Laurent
334-9910

Robert Barrell Automobiles
11355, Côte de Liesse
Dorval
631-4387

L'homme aux \$3 millions travaillait pour une compagnie suisse

■ L'homme de LaSalle qui a succombé à une crise cardiaque, il y a trois semaines, dans un train de Via Rail, à Mission en Colombie-Britannique, avec à ses côtés trois valises contenant \$3 000 000 en argent comptant, travaillait pour une compagnie suisse spécialisée dans la vente de métaux précieux.

JULES RICHER

L'avocat montréalais de cette firme, Me Phillip Shaposnick, a affirmé hier que l'argent transporté par cet homme appartenait à la société qu'il représentait, et dont il a refusé de donner le nom.

Me Shaposnick a également démenti l'information selon laquelle M. Rankin agissait pour le compte de Orgold du Canada, un marchand de métaux précieux de Montréal.

M. Kenneth Rankin, âgé de 57 ans, est mort à Mission, située à une soixantaine de kilomètres à l'est de Vancouver, le 3 mars. La GRC a découvert, en ouvrant ses trois valises, qu'il avait en sa possession \$3 000 000 en billets de \$1 et \$100.

Le corps de M. Rankin a été expédié à Montréal, où il a été inhumé le 7 mars.

Selon un porte-parole de la GRC à Mission, il ne fait aucun

doute que M. Rankin soit mort d'une cause naturelle, comme une autopsie l'a démontré. Toutefois, c'est l'énorme quantité d'argent comptant trouvé en sa possession qui intrigue le plus les policiers. Sur ce point, la GRC de la Colombie-Britannique refuse de faire tout commentaire en se contentant d'expliquer que les tribunaux seraient saisis de l'affaire dans quelques semaines.

Les seuls renseignements qu'il a été possible d'obtenir proviennent donc de Me Shaposnick, l'avocat représentant une firme suisse inconnue.

« M. Rankin était en possession de documents établissant clairement la provenance de l'argent », a expliqué hier l'avocat. Contrairement à ce qui a été dit, cette somme n'a pas été saisie en raison de dispositions du code pénal; elle a été déposée à la banque en vertu de l'Estimate Administration Act (l'équivalent de la Curatelle publique au Québec), a ajouté Me Shaposnick.

Il s'agit d'une procédure normale, employée lorsque des personnes décèdent en possession de fonds importants détenus en fidéicommis.

Mais l'avocat a avoué qu'il n'était pas habituel pour ceux qui vendent des métaux précieux de transporter autant d'argent de cette façon.

Pour une raison qu'ignore Me Shaposnick, M. Rankin a été payé comptant. Et comme la firme suisse pour laquelle on soutient qu'il agissait, ne possède pas de contacts bancaires en Colombie-Britannique, il lui aurait été impossible de déposer cette somme considérable dans une banque pour l'expédier plus tard.

C'est d'ailleurs cette énorme quantité de comptant qui aurait tué Rankin. Selon Me Shaposnick, il est décédé des suites de l'effort trop important qu'il a dû accomplir pour transporter les trois valises qui pesaient plus de 350 livres.

Un voisin de la famille Rankin à LaSalle, qui a préféré garder l'anonymat, a dit que l'homme avait souffert de crises cardiaques par le passé.

New Delhi rejette l'offre de Union Carbide

■ NEW DELHI (d'après AFP et UPI) — Le gouvernement indien a rejeté, hier, l'accord de principe annoncé dimanche sur le versement, par la société Union Carbide, de \$350 millions aux familles des victimes de la catastrophe de Bhopal, qui, le 2 décembre 1984, avait fait 2 000 morts et affecté la santé de quelque 200 000 personnes.

Le montant des dommages et intérêts annoncé est insuffisant et par conséquent totalement inacceptable pour le gouvernement indien, précise l'agence indienne PTI, qui, citant des sources officielles, souligne par ailleurs que New Delhi rejettera tout accord entre Union Carbide et les victimes de la catastrophe qui serait conclu sans son approbation et dans lequel le gouvernement indien ne serait pas partie prenante.

Union Carbide avait fait savoir, au cours du week-end, qu'elle avait accepté de verser \$350 millions de dédommagement sur une période de dix ans aux victimes de la fuite d'isocyanate de méthyle de son usine de Bhopal.

Cette offre a eu pour effet immédiat de faire remonter les actions d'Union Carbide de plus de \$1,50 hier matin à Wall Street, les milieux financiers estimant qu'un tel accord permettrait à la compagnie de se tirer à bon compte de cette affaire, alors qu'elle est confrontée à des actions en justice portant sur des dizaines de milliards de dollars.

Les experts notent toutefois que de nombreux obstacles demeurent avant la conclusion d'une entente définitive, notamment le refus de New Delhi de s'y associer et les disputes persistantes sur la question de savoir qui représente légalement les victimes de Bhopal.

Le gouvernement indien soutient que les avocats américains avec qui Union Carbide et le juge new-yorkais John Keenan avaient négocié l'accord n'ont pas le droit de représenter les victimes, ce droit appartenant exclusivement à New Delhi.

De nombreux spécialistes notent d'autre part qu'Union Carbide disposant d'une assurance de près de \$300 millions sur son usine de Bhopal, l'accord négocié, surtout s'il est étalé sur dix ans, ne coûtera pratiquement rien à une société dont le chiffre d'affaires annuel se chiffre par plusieurs milliards.

M. Michaud a la fièvre du printemps!

Jusqu'à Pâques

de **40 à 60%**

d'escompte
sur tous les bijoux
et toutes les
montres!

LA FIÈVRE DE L'OR!

de **40 à 60%** d'escompte
sur la valeur
réelle au
RAYON du BIJOU.

Chez C.M. Michaud, le printemps nous monte à la tête et nos prix, déjà très bas, baissent encore plus! Toute notre superbe collection printanière de boucles d'oreilles, pendentifs, bagues, bracelets, chaînes, colliers de perles, bijoux à diamants, en or et en argent, vous est offerte à prix réduits de 40 à 60%. De vrais «œufs-baines» pour Pâques!

Voyez ces exemples:

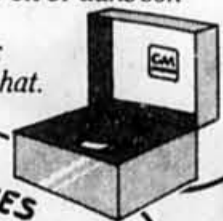
	Valeur réelle	Prix C.M. Michaud	PRIX SPECIAL*
Boucles d'oreilles or 10K	114 \$	76 \$	62,70 \$ -45%
Chaînes or 10K 18"	253 \$	169 \$	126,50 \$ -50%
Bagues à pierre pour homme	360 \$	240 \$	144,00 \$ -60%

*Escomptes appliqués sur la valeur réelle.

DU DIX-SEPT
AU VINGT-NOUF
MARS!

CADEAU GRATUIT!

Un joli coeur en or dans son écrin exclusif gratuit avec chaque achat.



POUR PÂQUES
C'EST
MICHACOLAT?

OUI
MA
PÂQUERETTE!



Bijouterie C.M. Michaud
937 est, Bélanger, MONTRÉAL
279-4527

«La plus belle collection de bijoux et de montres au pays à prix d'escompte C.M. Michaud.»

LA FIÈVRE DE L'HEURE!

de **40 à 60%**

d'escompte sur plus de
1 600 modèles
différents de
MONTRES
réputées.

La plus grande salle de montres au pays peut satisfaire votre passion de l'heure. C.M. Michaud a réduit de 40 à 60% le prix suggéré de plus de 1 600 modèles différents de montres renommées, comme Seiko, Lassale, Pulsar, Bulova, Citizen, Omega, Longines, Michel Herbelin, Concord, Piaget, Baume & Mercier, Movado. Profitez-en! Le printemps, ça se fête jusqu'à Pâques chez C.M. Michaud.



Nous pouvons limiter les quantités. Pas de plan mise de côté. Prix spéciaux en vigueur du 17 au 29 mars 1986.

Le Canada prône l'usage contrôlé de l'amiante

Le sort de l'amiante, plus particulièrement son usage dans les produits domestiques et industriels, se jouera en juin à Genève. L'Organisation internationale du travail (OIT) déterminera alors les normes qui devront dorénavant encadrer l'usage de cette fibre.

LISA BINSSE

Lors des assises de la Conférence internationale du travail, du 4 au 25 juin, le Canada défendra la position selon laquelle un usage contrôlé de l'amiante peut être permis en toute sécurité. Le Québec, le plus important producteur d'amiante au pays, est en accord avec cette position.

Mme Lucille Caron, directrice des relations internationales du

ministère du Travail du Canada, qui participe à la 12e conférence régionale des États d'Amérique, membres de l'OIT, à Montréal, précisait hier qu'à défaut de permettre un usage contrôlé de l'amiante, il faudrait s'assurer que les produits de remplacement sont moins nocifs que cette fibre.

Des délégations tripartites — gouvernements, entreprises, syndicats — provenant des 150 pays membres de l'OIT, participeront à cette conférence. La convention ou la norme qui s'en dégagera devra être soumise aux États membres pour adoption. Les pays-membres sont libres de ratifier ou pas les normes établies par l'agence spécialisée des Nations unies.

Francis Blanchard, directeur

général du Bureau international du Travail (le secrétariat de l'OIT) a indiqué, la semaine dernière, qu'il n'était pas question de chercher à abolir l'usage de l'amiante, mais plutôt de contrôler son utilisation pour réduire les risques auxquels est exposée la santé des travailleurs.

L'usage de l'amiante suscite depuis quelques années un débat controversé et même émotif entre les tenants du pour et du contre.

Si le Canada et le Québec, où 3 000 emplois dépendent toujours de la production de l'amiante, affichent un front uni sur cette question, les positions sont divisées ailleurs. Aux États-Unis, où l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) veut voir l'usage de

l'amiante banni, l'Occupational Health and Safety Administration n'est pas du même avis, signalait hier Mme Caron. Les Scandinaves veulent aussi éliminer l'amiante de leurs produits domestiques et industriels.

Même au sein du mouvement syndical canadien et américain, l'usage de cette fibre provoque de sérieux débats. L'amiante fera d'ailleurs l'objet d'un « chaud débat », lors du congrès, en mai prochain à Toronto, du Congrès du travail du Canada. On verra alors s'opposer des syndicats qui veulent éliminer la production de l'amiante, à cause des risques qu'elle représente pour la santé de leurs membres, à d'autres qui veulent tout simplement sauver les emplois de leurs membres.

Questionnaire médical controversé à Bécancour

TROIS-RIVIERES (PC) — L'Aluminerie de Bécancour Inc. vient de recourir à nouveau au questionnaire médical qu'elle avait décidé de ne plus utiliser il y a quelques jours à la suite de critiques faites pas des candidats à l'embauche.

Plusieurs candidats avaient dit trouver surprenant, voire choquant, de se faire demander, par exemple, si leur vie sexuelle avait diminué ou si leurs menstruations étaient abondantes. Devant le tollé de protestations qui avaient suivi le dévoilement au public de ce genre de questions, l'ABI avait pris la décision de suspendre l'utilisation de ce texte.

Hier, au cours d'une communication téléphonique, le conseiller régional de l'ABI, M.

Jean Lafrenière, a précisé que le questionnaire allait être remis en vigueur à compter de maintenant avec cette seule différence que les candidats seront appelés à y répondre au bureau du médecin et en présence de celui-ci. Le questionnaire demeurera toujours au bureau du médecin.

Selon M. Lafrenière, des questionnaires de même nature existent déjà dans plusieurs autres entreprises et il n'y a donc pas lieu de remettre en cause son bien-fondé.

L'ABI devait faire connaître cette décision en conférence de presse, hier après-midi, mais, à la dernière minute, la direction de l'entreprise a changé d'idée. M. Lafrenière a cependant indiqué qu'une rencontre avec la presse pourrait être tenue prochainement.

Madelinpêche : gel de salaire

CAP-AUX-MEULES (PC) — Les pêcheurs et les employés syndiqués de Madelinpêche, aux Îles-de-la-Madeleine, viennent d'accepter un gel de leurs revenus pour l'année 1986.

Ils se rendent ainsi au vœu du ministre délégué aux Pêches, M. Robert Dutil, qui, lors de son récent passage aux Îles, avait fait appel à la collaboration du milieu afin d'assurer la réouverture de l'usine au printemps.

Madelinpêche, qui est la propriété du gouvernement du Québec, accuse un déficit de plus de \$5 millions. Malgré les concessions faites par les pêcheurs et les syndiqués, l'ouverture de l'usine n'est toujours pas garantie par le ministre et la direction de la société.

La saison de pêche au sébaste débute habituellement dans les premiers jours d'avril.

PRÊTS
commerciaux seulement sans nantissement.
Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488

TIMKEN ROULEMENT
À ROULEAUX CONIQUES
GBS GENERAL BEARING SERVICE
1326, rue Notre-Dame Ouest 805, boul. Ste-Foy (Lamp.)
5759, rue Hochelaga 120, boul. Ste-Croix (St-Hubert)
8909, rue Jerry Est
1918, boul. des Laurentides
Ouvert le samedi avant-midi 937-7423

Le Château Montebello
Pour votre prochaine réunion d'affaires, choisissez un décor unique dans la forêt : le Château Montebello. Sans contredit, l'un des endroits de villégiature les plus réputés au pays.
Au cœur d'un domaine privé couvrant 272 k carrés, vous trouverez une table reconnue pour son excellence, 204 chambres accueillantes et 16 salles de réunion pourvues de tout le nécessaire pour que votre réunion se déroule avec efficacité.
La réunion terminée, vous aurez accès au centre de conditionnement, au squash, à la natation, au sauna, au ski de randonnée, au curling, au patin, aux promenades en traîneau, à une salle de jeux et nous en passons.
Le tout offert à seulement

À l'ordre du jour Montebello

83\$* par personne par nuit, deux personnes par chambre, trois repas par jour compris.
Faites les choses d'une façon délicieusement différente. Mettez Montebello à votre prochain ordre du jour. Votre réunion sera inoubliable.
Appelez sans frais au 1 800 268-9420 et demandez les réservations de groupe.
*Tarif valable jusqu'au 15 mai 1986. Minimum 10 chambres.

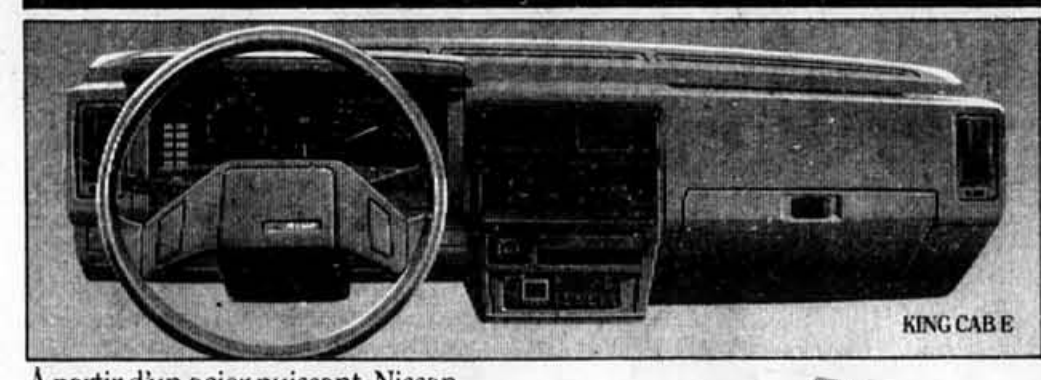
CP Hôtels et Le Château Montebello
Montebello, Québec J0V 1L0
(819) 423-6341

VOICI LE NISSAN KING CAB E 1987.

LE KING CAB LE MOINS CHER DU CANADA : IL DEVANCE TOUS LES AUTRES.

IL N'Y A PAS DE COMPARAISON POSSIBLE. C'EST LE NISSAN LE PLUS LARGE, LE PLUS LONG, LE PLUS GROS, LE PLUS RÉSISTANT, LE PLUS PUISSANT JAMAIS CONSTRUIT PAR NISSAN. IL DEVANCE TOUS LES AUTRES D'UNE ANNÉE. ET IL EST ENCORE LE KING CAB LE MOINS CHER DU CANADA.

ÉCONOMISEZ DES \$\$\$.
ÉVITEZ LA HAUSSE DE LA TAXE DE VENTE DU 1er AVRIL.
Votre concessionnaire Nissan a en stock des véhicules qui en sont exempts. Hâtez-vous... voyez le concessionnaire Nissan dès aujourd'hui.

À partir d'un acier puissant, Nissan forge un camion avec qui il faut compter. Le King Cab E 1987 présente une forme tout à fait nouvelle. Et c'est le Nissan à injection de carburant le plus puissant jamais vu. Le King Cab compact le moins cher du Canada... pour la troisième année modèle de suite.
Le King Cab E 1987 est moulé dans plus d'acier galvanisé. Il résiste mieux à la rouille que jamais.
Sa cabine est également la plus spacieuse jamais vue dans une Nissan. Plus d'espace pour les jambes... la tête... les épaules. Et une meilleure visibilité que dans n'importe quel compact.
Si vous travaillez dur, si vous jouez dur, vous apprécierez son moteur de 2,4 litres à arbre à cames



VOICI LE NISSAN 4X4 LE PLUS SOLIDE JAMAIS CONSTRUIT PAR NISSAN.
Nissan a tout changé pour créer un nouveau compact 4x4 comme vous n'en avez jamais vu.
On y monte plus facilement, on y est plus à l'aise. Encore plus de luxe. Plus d'espace pour la tête et les jambes. Plus de ce qui vous manquait dans un 4x4.
Derrière la cabine, espace de chargement plus profond, plus large, plus long. Devant, un nouveau 4 cylindres à injection de carburant, standard. Ou l'incroyable nouveau V6 de 3 litres à injection de carburant (en option).
Passez chez le concessionnaire Nissan aujourd'hui et essayez-en un : King Cab, caisse ordinaire ou caisse allongée.



NISSAN KING CAB 1987 8 887\$*

*Le prix mentionné est celui qui a été suggéré par le fabricant pour le modèle de base, en date du 1er février 1986. Ce prix ne comprend pas les frais de transport, les frais de livraison, l'immatriculation ou les taxes. Le concessionnaire peut demander un prix inférieur. Certains des équipements représentés ou décrits sont en option moyennant supplément.

PROGRAMME SÉCURITAIRE PROLONGÉ. Protégez votre nouveau véhicule Nissan en achetant le "Programme sécuritaire prolongé" de Nissan.

LES PROS NISSAN

AUTO GOUVERNEUR INC. 1501, boul. des Laurentides LAVAL 668-1650 STE-EUSTACHE NISSAN LTÉE 801, boulevard Sauvé STE-EUSTACHE 472-8666 ROGER BAUDIN AUTOMOBILES INC. 10511, avenue Bellevue MONTRÉAL-NORD 321-8600	BROADWAY AUTOMOBILE LTÉE 7550, rue Broadway VILLE LASALLE 366-8931 AUTOMOBILES ALEXANDER INC. 4100, Chemin Gascon ST-LOUIS DE TERREBONNE 477-1444	GARAGE MODELAUTO INC. 12230 est, rue Sherbrooke POINTE-AUX-TREMBLES 645-4546 CITÉ NISSAN 3500 ouest, rue Jean-Talon MONTRÉAL 739-3175 BRUCY AUTO INC. 900, boul. Harwood VAUDREUIL 455-1434	FAIRVIEW NISSAN LIMITÉE 345, boul. Brunswick POINTE-CLAIRE 697-9141 AUTOMOBILES RÉAL CROUTEAU LIMITÉE 760, rue St-Charles est LONGUEUIL 677-8979 LABELLE NISSAN 818 Labelle Boulevard BLAINVILLE 430-4120	GARAGE DUMOULIN LIMITÉE 8115, boulevard Lévesque St-François, LAVAL 665-7450 SNYDER NISSAN LTÉE 2125, rue Notre-Dame LACHINE 634-7211 MERCIER NISSAN INC. 55, boul. St-Jean-Baptiste ouest VILLE MERCIER 691-9541	MANOIR NISSAN INC. 225, boul. Brien REPENTIGNY 585-5824 BELLEMARE NISSAN LTÉE 10305, avenue Papineau MONTRÉAL 382-2780
---	--	--	--	--	---

Meurtre du père Arsenault : deux Nicaraguayens détenus

■ TEGUCIGALPA (AP) — Les autorités honduriennes ont fait savoir, hier, qu'elles détiennent deux Nicaraguayens pour le meurtre du père William Arsenault, de Bonaventure au Québec.

« L'enquête se poursuit, dit un communiqué de la police, mais nous sommes certains que les criminels sont de nationalité nicaraguayenne... et ils sont maintenant en état d'arrestation ».

Au cours des six dernières années, quelque 35 000 Nicaraguayens se sont réfugiés au Honduras, fuyant la guerre civile dans leur pays.

Le père Arsenault demeurait au Honduras depuis plus de 20 ans. Il travaillait comme menuisier pour la Société des amis des enfants, aidant à la construction de centre d'accueil et d'écoles pour les enfants.

Le coroner demande une autopsie

■ QUÉBEC (PC) — Le corps du missionnaire Willie Arsenault, assassiné jeudi soir dernier au Honduras, fera l'objet d'une autopsie aujourd'hui, à Québec, de la part du pathologiste Georges Miller, à la demande du coroner Louise Drolet.

Parce que les circonstances de la mort du prêtre de Bonaventure sont « pour le moins obscures et violentes », de préciser le coroner en chef, le Dr Jean Grenier, et parce qu'il faut s'assurer que le missionnaire n'a pas contracté au cours de ses 20 années de service en Amérique Latine une quelconque maladie tropicale. Le Dr Drolet a pris par surprise la famille du disparu hier, en retardant de plusieurs heures l'arrivée du corps à Bonaventure.

Si le bureau du coroner a tardé à agir, c'est que la nouvelle ne leur a été communiquée que hier matin, de préciser le Dr Drolet. À Tegucigalpa même, la capitale, le consul-honoraire du Canada, Guillermo Rueso, de même que son assistant, étaient à l'extérieur du pays. C'est l'ambassade du Canada au Guatemala qui traite les affaires honduriennes. Là bas, l'ambassadeur André Potvin était lui aussi tenu dans l'ignorance des faits. Il ne commentait aucune des hypothèses, du vol, de la tentative de prise d'otage, ou du meurtre à consonnance politique.

« J'ai lu les journaux comme tout le monde, mais ce qui s'est dit jusqu'à présent, ce n'est pas vraiment une version officielle. Quant à l'attentat politique, c'est une question sur laquelle on ne peut que spéculer pour le moment », disait-il hier.

L'ambassadeur demeure en contact avec l'ambassadeur hondurien au Canada, M. Alejandro Flores, qui est présentement de passage à Tegucigalpa. « J'ai reçu l'assurance qu'on serait tenu au courant des développements de l'enquête. J'attends des nouvelles d'ici peu », ajoute M. Potvin.

Finalement, le député hondurien Diaz Arrivillaga, président du Parti d'opposition de la Démocratie-chrétienne, qui a connu il y a quelques années Willie Arsenault, témoignait de l'ignorance qui subsiste sur la mort du prêtre.

« Il y a des personnes qui spéculent quant à la possibilité que des « contras » (mercenaires anti-sandinistes basés au Honduras) soient reliés aux meurtriers, mais je ne peux vraiment

Funérailles demain

■ C'est l'évêque de Gaspé, Mgr Bertrand Blanchet, qui présidera à 14 heures, demain après-midi, en l'église de Bonaventure, les funérailles de l'abbé Willie Arsenault, un missionnaire gaspésien assassiné jeudi soir dernier à son domicile de Zamoranito, à 32 kilomètres de Tegucigalpa, capitale du Honduras.

La dépouille mortelle du missionnaire gaspésien, qui a été ramenée par avion, hier, au Québec, sera exposée en chapelle ardente, à partir de 20 heures, ce soir, dans l'église de Bonaventure.

L'abbé Willie Arsenault est né le 27 avril 1931 à Bonaventure. Il a fait ses études classiques au petit séminaire de Gaspé et ses études théologiques au grand séminaire de Halifax. Il a été ordonné prêtre, en 1958, en même temps que son frère Raymond-Marie, son aîné d'un an, qui s'occupe de pastorale à la Maison de retraites des Oblats de Marie Immaculée, à New Richmond. L'actuel curé de Bonaventure, l'abbé Gilbert Desrosiers, a été l'un de ses professeurs au petit séminaire.

Par ailleurs, le gouvernement canadien offrira ses services pour le rapatriement du corps du père Arsenault, a fait savoir le ministre délégué aux Relations extérieures, Mme Monique Vézina.

Il travaillait justement à la construction d'un centre pour des enfants handicapés, à Zamoranito (à une trentaine de kilomètres de la capitale, Tegucigalpa), au moment de l'assassinat.

Témoin oculaire

Un témoin oculaire du meurtre, l'enseignant canadien John Dobson, a raconté ce qui s'est produit.

Le père Arsenault, a-t-il dit, finissait son repas en compagnie du personnel du centre quand deux hommes sont entrés et ont demandé à voir un prêtre pour le conduire, ont-ils prétendu, auprès d'une femme mourante.

Lorsque le père Arsenault s'est identifié comme étant un prêtre, les deux individus ont sorti des armes et fait coucher tout le monde sur le plancher.

« Ils nous ont battus et donné

des coups de pied, a rappelé M. Dobson, jusqu'au moment où ils nous ont dit qu'ils voulaient de l'argent ».

Ils ont ordonné au père Arsenault d'ouvrir le coffre-fort. Ce dernier leur a expliqué qu'il n'y avait pas de coffre-fort et il leur a remis son portefeuille, qui ne contenait aucun argent.

« Ils l'ont alors poussé à l'extérieur et, quelques secondes plus tard, nous avons entendu des coups de feu ».

M. Dobson a transporté le père Arsenault dans un hôpital de Tegucigalpa, où une intervention chirurgicale de trois heures n'a pas pu lui sauver la vie.

Vol?

Pour M. Dobson, il ne semble pas s'agir d'une simple affaire de vol.

« C'est lui (le père Arsenault) précisément qu'ils (les meurtriers) recherchaient », a signalé M. Dobson.

« Ils ne se sont pas comportés comme des voleurs l'auraient fait ».

Les deux hommes portaient des jeans et des chemises à carreaux, mais ils avaient des souliers de citadins et leurs mains n'avaient jamais connu les rudes travaux des champs, a-t-il noté.

À Toronto, un spécialiste des affaires de l'Amérique centrale,

M. Timothy Draimin, qui effectue des travaux pour le Centre des jésuites, ne croit pas, lui non plus, qu'il s'agisse d'un vol et que l'assassinat ait été commis par des membres d'une organisation de gauche, comme le prétend le gouvernement hondurien.

Cet assassinat, a-t-il déclaré, ressemble bien plus aux actions violentes déjà exécutées par des organisations de droite.

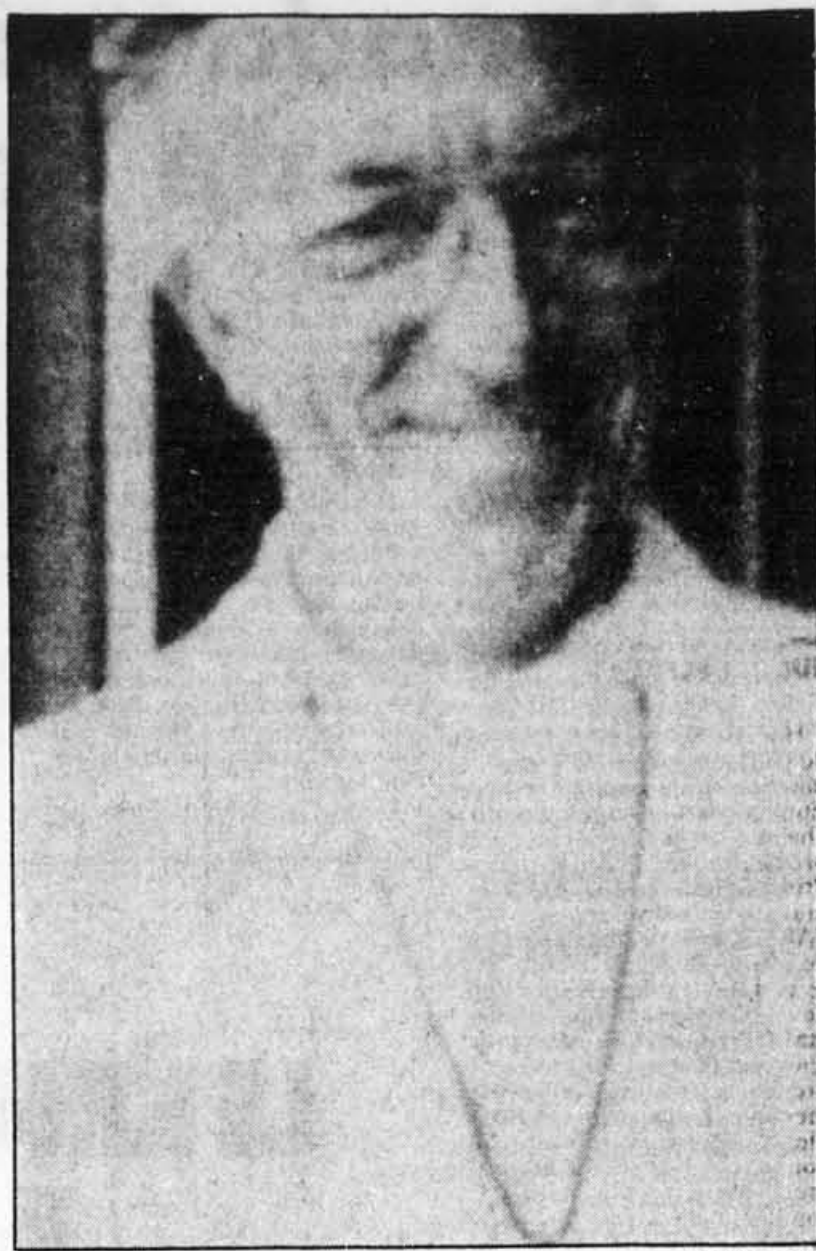
« Toute violence contre des prêtres dans ce pays est faite par des militaires ou des propriétaires terriens », a-t-il affirmé.

Soeur Carmina Tremblay, qui travaillait avec le père Arsenault à Zamoranito, a pour sa part signalé qu'il y a « deux ou trois camps de Contras tout près d'ici ».

On estime à environ 20 000 le nombre de Contras (qui veulent renverser le gouvernement sandiniste du Nicaragua avec l'appui des États-Unis) qui ont établi des camps le long de la frontière.

M. Draimin a fait remarquer à ce sujet que « plusieurs personnes dans le passé ont été victimes des Contras ».

« Vous devez savoir, a-t-il conclu, que le Honduras vit un peu comme à l'époque du « wild-west ». Les gens se promènent souvent avec des machettes ou des armes à feu à la ceinture ».



Le père William Arsenault

téléphoto AP

RIEZ-VOUS DE LA PLUIE AVEC LONDON FOG RABAIS 30%, CHEZ SEARS



Seulement 108⁴⁹ - 115⁴⁹

Sears ord. 1555 - 1655

Impers de qualité hautement hydrofuges conçus pour résister aux taches. Choix de 5 modèles (pas tous illustrés) en tailles moyenne et Petite 6 à 18.

Achat sur place seulement

LONDON FOG®

Manteaux et tailleurs pour dames.

Prix en vigueur jusqu'au 29 mars 1986, dans la limite des stocks disponibles.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRES-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN
Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville Saint-Laurent, Place Vertu, 335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour Laval, 682-1200; St-Jérôme, Carrefour du Nord, 430-9980; St-Jean Carrefour Richelieu, 349-2651. Copyright Canada, 1986, Sears Canada Inc.

MISE EN GARDE D'ORGANISMES PUBLICS

Les sectes ont parfois des méthodes de recrutement « pas très catholiques »

Tout le monde, un jour dans sa vie, est vulnérable devant les pratiques douteuses de certaines sectes. L'insuccès dans ses études, la perte d'un emploi, un échec dans sa vie de couple et voilà que, après une simple rencontre, on se retrouve embrigadé dans un mouvement dont on risque d'avoir toutes les misères du monde de se sortir.

JULES BÉLIVEAU

Hier, à Montréal, un comité de travail composé de représentants de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, de la Direction de la protection de la jeunesse, de Projet-Culte (un groupe d'information sur les sectes) et de l'ACEF-Centre (une association de consommateurs), a lancé cette mise en garde: « Méfiez-vous de ces mouvements qui, sans jamais dévoiler leur identité et leur véritable nature lors d'une première rencontre, vous promettent de développer votre plein potentiel, de découvrir le bonheur et l'harmonie et de vivre dans un monde meilleur. Ce sont des sectes ou des groupes de croissance personnelle qui, souvent, sont surtout intéressés à votre argent! »

Les journalistes ont cherché à connaître les noms de ces sectes ou de ces groupes passés maîtres dans l'art de jouer sur le désarroi de bien des gens et, par des moyens généralement condamnables, de susciter parmi eux des adhésions. Mme Louise Rozon, de l'ACEF-Centre, et M. Mike Kropveld, de Projet-Culte, ont systématiquement refusé de fournir des noms. « Si nous en nommons trois ou quatre, ont-ils dit, les gens oublieront qu'il y en a au Québec peut-être 300 autres au Québec qui sont aussi dangereux. »

On sait que, récemment, l'ACEF-Centre a dénoncé l'Église de scientologie en s'appuyant sur les témoignages de quelques anciens « clients » de ce mouvement.

À la question: « La Scientologie est-elle un mouvement dangereux? », M. Kropveld s'est borné à répondre: « C'est un des mouvements les plus actifs ». Mme Rozon, de son côté, a déclaré que le plus grand nombre de plaintes reçues à l'ACEF-Centre au sujet de sectes ou de groupes de croissance personnelle mettaient en cause l'Église de scientologie.

M. Gilles Beaulieu, de la Di-

rection de la protection de la jeunesse, a par ailleurs indiqué que les groupes ayant fait dans le passé le plus grand nombre de plaintes auprès de son organisme sont les Apôtres de l'Amour infini, la secte de Moïse, en Gaspésie, et l'Église baptiste de Windsor, dans les Cantons de l'Est.

Le comité de travail formé pour intervenir sur les phénomènes des sectes religieuses et des groupes de croissance personnelle a procédé hier au lancement d'un dépliant produit grâce à l'aide financière du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. En plus de montrer en noir sur blanc comment procèdent généralement les agents recruteurs des sectes et des groupes de croissance, ce document dresse une liste des techniques de manipulation souvent employées par un mouvement pour assurer son emprise sur l'esprit de ses membres: on cherche à couper les nouvelles recrues de leur milieu de vie et de l'information extérieure au mouvement; des pressions sont exercées pour briser les doutes et la résistance aux idées du mouvement en exploitant le besoin naturel d'appartenance à un groupe; on amène l'adepte à

exagérer ses défauts et ses fautes pour exiger de lui qu'il se transforme complètement; on s'efforce d'affaiblir les mécanismes de défense de l'esprit par la privation de sommeil, la sous-alimentation, des activités incessantes toute la journée; on a recours à un encadrement constant pour supprimer les moments d'intimité et la vie privée, diminuant ainsi chez le nouveau membre la capacité d'évaluer rationnellement le groupe.

Devant ce que la représentation de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, Mme Jocelyne Taillon, a appelé « la conspiration du silence » autour du phénomène des sectes, le comité de travail s'est adressé au ministre de la Justice du Québec, M. Herbert Marx, afin de lui demander qu'une enquête soit effectuée sur les méthodes de recrutement et le fonctionnement des sectes religieuses au Québec.

« Il est en effet de plus en plus urgent de réagir et de trouver des moyens pour protéger la population des conséquences désastreuses aux plans psychologique, physique et financier des agissements de ces sectes religieuses », souligne Mme Taillon.

« INTERLEUKIN-2 »

Cancer: nouveaux résultats prometteurs

■ DAYTONA BEACH (AFP) — De récents résultats ont confirmé le caractère prometteur d'un nouveau traitement contre le cancer dont la découverte avait été annoncée en décembre dernier par l'Institut national du cancer américain.

La technique consiste à retirer tous les globules blancs du patient. Ceux-ci sont ensuite soumis à une incubation dans une substance nommée « Interleukin-2 » (qui est un messageur chimique utilisé par notre système immunologique pour coordonner ses attaques contre les germes), avant d'être réinjecté dans le sang du malade.

« Je pense que c'est une évolution très encourageante », a déclaré hier le docteur Steven Rosenberg, directeur du service de chirurgie de l'Institut, lors d'un séminaire de cancérologie à Daytona Beach (Floride). « C'est le premier exemple de technique où l'on utilise le système immunologique du corps, pour faire diminuer des tumeurs, même celles très avancées », a-t-il ajouté.

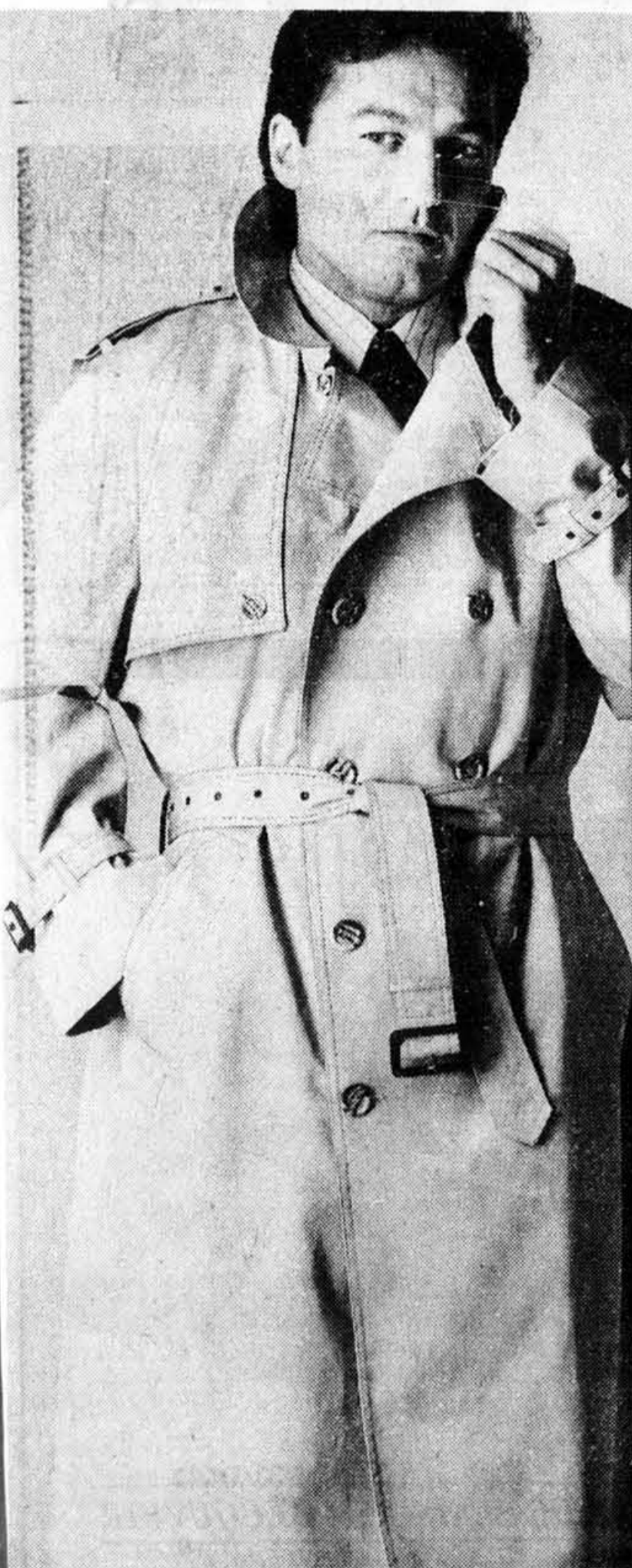
Sur un total de 49 patients atteints de cancer et traités avec cette nouvelle thérapeutique, 18 ont montré des signes d'amélioration notable, a indiqué le docteur Rosenberg. Une régression du cancer a été enregistrée dans les huit cas de cancer avancé du rein et parmi eux, un et peut-être deux patients, ont été totalement guéris.

Cinquante pour cent environ des cas de cancer de la peau, du type mélanome malin, ont aussi bien réagi au traitement. Le pourcentage de réussites pour les cancers du rectum et du colon varie d'un tiers à un quart.

En décembre, lorsque ce nouveau traitement avait été annoncé, seulement vingt-cinq patients avaient été soignés selon cette technique et onze avaient montré des signes d'amélioration.

Malgré ces succès, le docteur Rosenberg a rappelé que « des problèmes considérables liés à ce traitement demeurent » et que « cela n'était pas la solution au cancer pour 1986 ».

SEARS EN TÊTE POUR LES IMPERS TOUTES SAISONS



79⁹⁹
Modèle à double boutonnage

Des super avantages à bas prix. Ces 2 impers ont une doublure en acrylique amovible par glissière, idéale en toutes saisons! Coutures bourrelets doubles pour plus d'étanchéité. Lavables en machine. Beige ou marine. Tailles pour la plupart. Profitez-en!

Modèle à devant droit. Ch.....69,99\$

Vêtements habillés pour hommes

Achat sur place seulement



69⁹⁹
ch.
Sears ord. 130\$

Rabais 60\$. Veste d'allure élégante en simili suède de polyester très résistant et facile d'entretien. Choix de teintes classiques de bleu, gris ou tan. Tailles pour la plupart de statures. Venez dès aujourd'hui!

Vêtements habillés pour hommes
Magasinage en personne seulement

Prix en vigueur jusqu'au 29 mars 1986, dans la limite des stocks disponibles.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville Saint-Laurent, Place Vertu, 335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour Laval, 682-1200; St-Jérôme, Carrefour du Nord, 430-9980; St-Jean Carrefour Richelieu, 349-2651. Copyright Canada, 1986, Sears Canada Inc.

**POURQUOI
ACHETER
UNE
USAGÉE ?**

**HYUNDAI
STELLAR
1986**

**ACHETEZ
MAINTENANT
1er PAIEMENT
EN JUILLET**

**BIENTÔT CONSTRUITE
AU QUÉBEC
POUR UN MEILLEUR
SERVICE**



**VOUS POUVEZ
GAGNER
8000 \$
COMPTANT**

Informez-vous auprès de
nos représentants

Chomedey HYUNDAI

**2480, BOUL.
LABELLE
CHOMEDEY, LAVAL
682-6000**

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Les étudiants manifestent contre l'abolition de certains secteurs d'étude

■ Quelque 400 étudiants en colère de la faculté des Arts de l'Université de Sherbrooke ont empêché hier le conseil d'administration de tenir une

Marie Vézina, de l'Association fédérative des étudiants de l'Université de Sherbrooke (AFEUS).

Déjà des professeurs, de 30 à 40, auraient été avisés que leurs contrats ne seront pas renouvelés.

Au cours d'une interview téléphonique, M. Vézina a fait remarquer que l'administration voulait faire disparaître complètement certains secteurs d'étude au lieu de répartir les compressions à l'ensemble des facultés, comme cela s'est fait par les années passées.

Selon des chiffres de l'AFEUS, au cours des cinq dernières années, la population étudiante de l'Université de Sherbrooke a augmenté de 31 p. cent alors que le personnel a diminué de cinq pour cent.

Le déficit accumulé de l'institution s'élève à \$14,8 millions.

Pour l'AFEUS, il importe de ne pas laisser les administrateurs compromettre le projet « universals » des universités en amputant l'Université de Sherbrooke des départements de sciences humaines et sociales pour la transformer en école technique.

De son côté, l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) estime qu'on ne peut aborder la question de l'orientation académique des universités sans prendre en considération l'évolution du niveau et des règles de financement gouvernemental à l'endroit des universités. Le lien s'avère très étroit, assure-t-on.

Le niveau et les règles de financement déterminent l'orientation des universités dans presque tous leurs champs d'activités: enseignement, recherche, accessibilité, ouverture de programmes etc. soutient l'ANEQ.

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

réunion en plus d'occuper les bureaux de deux députés provinciaux de la région, soit Monique Gagnon-Tremblay et André-J. Hamel.

Ces actions spectaculaires ont été arrêtées au cours d'une assemblée spéciale, tenue quelques heures plus tôt, convoquée dans le but de définir une stratégie pour bloquer la volonté de l'administration de fermer certains secteurs d'étude.

L'enseignement de la musique, des langues, des études anglaises, de la théologie et de la philosophie est menacé, a indiqué hier le porte-parole Jean-

FESTIVAL MONDIAL DE MONTGOLFIÈRES

Saint-Jean devra attendre au moins jusqu'en 1991

■ La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu vient de se faire passer un sapin à Paris par... l'Angleterre. Avec le résultat que le festival mondial des montgolfières n'aura pas lieu à Saint-Jean-sur-Richelieu en 1989.

Comme l'avait fait le maire Jean Drapeau pour obtenir les Jeux olympiques à Montréal en 1976, la délégation de Saint-Jean-sur-Richelieu soumettra à nouveau sa candidature, en vue du festival de 1991, en espérant que cette deuxième tentative aboutisse à un heureux dénouement.

que le festival auquel on nous a habitués depuis deux ans.

Une centaine d'aérostats doivent participer à ces championnats canadiens et l'on prévoit, simultanément, la présence d'une cinquantaine d'autres aérostats « amateurs » au festival d'été de 1986.

Au même moment, les organisateurs de Saint-Jean-sur-Richelieu en profiteront pour mousser leur candidature en fonction des championnats nord-américains de 1988. Car, au terme des championnats canadiens de l'été prochain, les associations américaine et canadienne de montgolfières arrêteront leur choix sur le site des championnats nord-américains qui seront disputés en 1988.

M. Béland et son équipe sont fort confiants de décrocher les championnats nord-américains de 1988, ce qui les placerait dans une bonne posture pour revenir à la charge en vue du festival mondial de 1991.

PIERRE BELLEMARE

M. Daniel Béland, principal porte-parole johannais dans ce dossier, et qui rentrerait de la capitale française vendredi dernier, a expliqué en entrevue, hier, que l'Angleterre avait retiré sa candidature en faveur du Japon, pour la présentation du festival mondial des montgolfières. Cette alliance inattendue a fait en sorte que le Japon a finalement été désigné le pays hôte du festival dans trois ans.

Ce n'est pas sans une certaine amertume que la délégation de Saint-Jean-sur-Richelieu a quitté le 6, rue de Galilée, à Paris, « d'autant plus que notre présentation a été jugée parmi les meilleures », de dire M. Béland.

Selon M. Béland, le principale facteur qui a défavorisé Saint-Jean-sur-Richelieu, est le fait que ce festival mondial avait été présenté aux États-Unis, il y a un an à peine.

« Le jury appelé à choisir le site de l'édition 1989 a subi d'énormes pressions, pour qu'on transporte le festival sur un autre continent, de façon à équilibrer les choses », observe M. Béland.

Celui-ci se console toutefois à l'idée que l'été prochain, les championnats canadiens auront lieu à Saint-Jean-sur-Richelieu, du 8 au 18 août, en même temps

SOLDES DE PÂQUES astral

LA VENTE SE TERMINE LE 5 AVRIL 86.

2^e jeu de 24 photos couleur gratuit

LORSQUE VOUS DONNEZ UN FILM À DÉVELOPPER

Au moment du développement. Procédé C-41 seulement. 2^e jeu de 36 poses & de Disc 15 poses. 99¢. Film avec dével. compris non-éligibles.

Rabais \$40
169⁷⁷
pour deux objectifs!

Objectif Image 28mm. F/2.8 grand-angle
Objectif grand-angle compact. Traité multi-couche. Super pour les photos de groupes et les paysages panoramiques. Ord. 79.77

Zoom Image MFZ 80-200mm.
Zoom compact de qualité à optique traité multi-couche pour de superbes portraits et photos d'action. Contrôle unique avec foyer macro pour d'inoubliables gros plans! Ord. 129.77

Film couleur Astral à haute définition
2 films de 135-24 poses ou de 110-24 poses (ord. \$6.58)

2/3⁹⁸ Rabais 40%

Image
Rabais \$30
Zoom Image 35-200 F/3.5-4.5
Objectif zoom grand-angle/longue portée compact au verre optique de qualité traité multi-couche pour une définition supérieure. Zoom macro à une touche d'un maniement facile. Couvre la plupart des focales populaires. Ord. 229.77

Superbe qualité! 199⁷⁷

Nikon
Nikon N 2000
Appareil 35mm. avec 2 modes d'exposition programmés, débrayage manuel, avance du film à 2.5 images/sec., contrôle du flash TTL et vitesses jusqu'à 1/2000 sec. Obj. 50mm. F1.8N. Prix après-vente: 349.77

Nouveau! 329⁷⁷

YASHICA
Yashica FX-103 Program
Appareil 35mm. avec 7 modes d'exposition incluant un mode flash réflex et débrayage manuel. Objectif 50mm. F2.

7 modes! 249⁷⁷

Canon
Canon Sure Shot Quartz Date
Appareil 35mm. autofocus entièrement automatisé avec avance et rebobinage du film motorisés. Il imprime la date sur vos photos!

Il imprime la date! 199⁷⁷

MINOLTA
Minolta Freedom II
Appareil 35mm. à foyer automatique avec exposition programmée, flash à déclenchement automatique, charge-ment, avance et rebobinage du film motorisés. Accepte les films jusqu'à 100 ASA.

Tout automatique! 149⁷⁷

IMAGE
Image 35 FLC
Appareil 35mm. compact avec flash électronique incorporé, poignée style pro, courroie et étui rembourré.

Prix-budjet! 34⁷⁷

Sony MGR 61
Lecteur de cassettes radio AM/FM stéréo avec sélection par curseur, agrafe de ceinture et prise d'entrée c.c. Écouteurs compris.

Une aubaine! 59⁷⁷

Sony M 7060
Magnétophone radio AM/FM stéréo avec égaliseur graphique à 2 fréquences, répondeur AKC2, enregistrement à 1 touche et système de 4 haut-parleurs à 2 voies.

Avec égalisateur! 99⁷⁷

Sony MW 220
Radio AM/FM stéréo à double cassettes avec système d'enregistrement ultra-rapide. Système à double action: courroie égalisateur à 3 fréquences et système de 4 haut-parleurs à 2 voies.

Double cassettes! 169⁷⁷

6 cassettes BASF Chrome II C-90 avec étui argent de luxe

BASF 19⁷⁷

ÉPARGNEZ JUSQU'À 25% DE RABAIS SUR LES CADRES!

M. Charles de Jocas

Monsieur Claude St-Onge, président du Conseil, fait part de la composition du conseil d'administration pour l'exercice en cours et annonce la nomination de monsieur Charles de Jocas au poste de président directeur général de CIREM. Ce dernier succède à monsieur Jean-Louis René, qui a assumé les fonctions de directeur général et secrétaire au cours des six dernières années.

Monsieur de Jocas apporte à l'organisme une longue expérience du monde des affaires, de la finance, de la gestion ainsi que des associations socio-économiques et communautaires. CIREM est un centre de formation sans but lucratif qui existe depuis 1973. Il offre des programmes de perfectionnement en management à des cadres de haut niveau de la grande entreprise et à divers organismes, ainsi que des colloques et séminaires spécialisés à l'intention des cadres supérieurs. Le Centre entretient des liens continus avec les universités, les centres de perfectionnement et les corporations oeuvrant dans le domaine du développement des cadres, tant au Canada qu'à l'étranger. La permanence de CIREM est située au 2055, rue Peel, bureau 400, Montréal, Québec, H3A 1V4. Téléphone: (514) 288-2766.

<p>Membres du conseil d'administration</p> <p>PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION CLAUDE ST-ONGE Vice-président administration Bell Canada</p> <p>VICE-PRÉSIDENT & TRÉSORIER HUMBERTO SANTOS Vice-président exécutif - réseau Banque Nationale du Canada</p> <p>VICE-PRÉSIDENT & SECRÉTAIRE RAYMOND PINARD Vice-président directeur et chef des exploitations Domtar Inc.</p> <p>PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL CHARLES DE JOCAS CIREM</p>	<p>JACQUES J. ALLARD Président La Brasserie Molson du Québec Limitée</p> <p>ORLIE BÉLANGER Président Division du Québec Ultramar Canada Inc.</p> <p>ANDRÉ BOUTIN Vice-président de groupe Northern Telecom Canada Ltée</p> <p>MICHEL FOURNIER Vice-président - marketing passage international Air Canada</p> <p>PIERRE GODIN Vice-président exécutif exploitation Hydro-Québec</p> <p>GILLES JARRY Premier vice-président et chef du réseau est Banque de Montréal</p> <p>J. ROGER LAGACÉ Vice-président, région St-Laurent Canadien National</p>	<p>ROBERT LASNIER Vice-président - services de détail, Québec Banque Royale du Canada</p> <p>PIERRE MARTIN Président et chef de la direction Gaz Métropolitain</p> <p>JEAN MINVILLE Vice-président - personnel S.E.C.A.L.</p> <p>ROBERT MURRAY Directeur général affaires gouvernementales C.I.L. Inc.</p> <p>OSCAR STANGELAND Président et chef de l'exploitation Consolidated Bathurst Limitée</p> <p>J. PETER WILLIAMS Président et chef de la direction Reed Inc.</p>
--	--	---

FORFAIT D'AFFAIRES
du 1^{er} avril au 30 novembre 1986

70.00

Par personne, occupation double

25.00 \$ supplémentaire, occupation simple

Incluant:

- hébergement,
- 3 repas par jour,
- 2 pauses-café,
- salle de réunion,
- équipement de base,
- taxe et frais de service.

UNE MONTAGNE DE PLAISIRS À DÉCOUVRIR

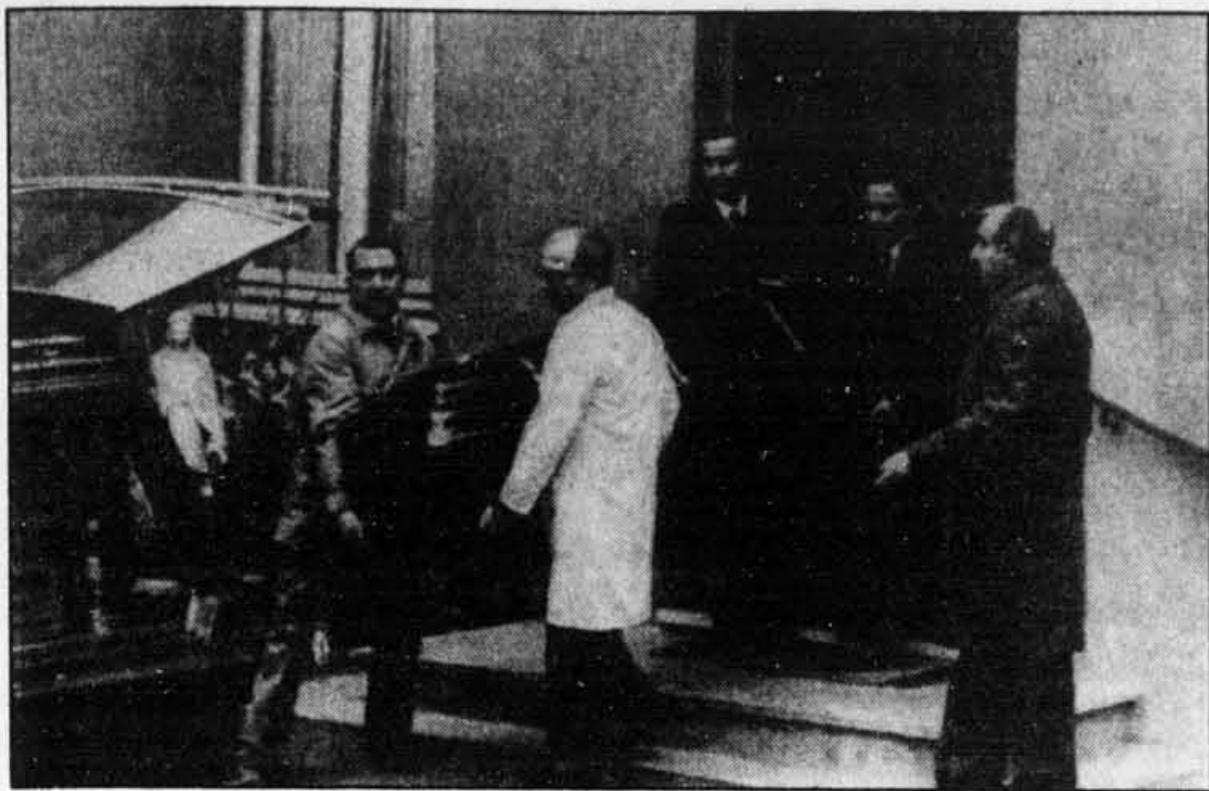
Tenez votre prochaine réunion d'affaires dans un site enchanteur entouré d'installations sportives: piscine, golf, tennis, bicyclette, équitation, animation variée (ballon-volant, badminton, etc.).

POUR INFORMATION ET RÉSERVATION:
communiquez avec le service commercial:
Hôtel Château Mont Sainte-Anne
500, boul. Beau-Pré
Beau-pré (Québec) G0A 1E0
Tél.: (418) 827-5211
1-800-463-4467
Télex: 051-3803

astral

Tout Pour La Photo

astra	DÉVELOPPEMENT COULEUR SUR PLACE	Place Alex. Nihon Centre Fairview	933-7209 671-8772	Place Ville-Marie Centre Fairview	878-5821 671-5935	7036, Saint-Hubert Rockland Centre	271-1435 732-2669	Place Verdu Centre d'achat Boulevard	336-8272 721-3939				
Place Alex. Nihon	Place Ville-Marie	7036, Saint-Hubert	271-1435	Galerie d'Anjou	354-3001	Centre d'achat Boulevard	721-3939	Complexe Desjardins (Métro)	843-8219				
Place Verdu	Mail Champlain	732-2669	Centre Desjardins (Métro)	843-8219	Centre Fairview	695-8583	Place Bonaventure	878-4378	Lax Promenades St-Bruno	652-8826	Côte-des-Neiges Plaza	636-8221	343-5209
Centre Fairview	Place Bonaventure	878-4378	Lax Promenades St-Bruno	652-8826	Carrefour Laval	882-7988	1481, Ste-Catherine Ouest	935-1154	2020, Université	848-7341			



Le corps de Michele Sindona est transporté hors de l'hôpital Voghera où il a succombé samedi à un empoisonnement au cyanure.

photo Reuter

CINQ JOURS APRÈS LA MORT DU « BANQUIER DE DIEU »

On n'a pas analysé la tasse suspecte utilisée par Sindona

MILAN, (AFP) - Cinq jours après l'empoisonnement de Michele Sindona dans la prison de Voghera, la tasse de café que l'ex « banquier de Dieu » venait de boire avant de s'effondrer n'avait toujours pas été analysée.

Ce vide surprenant, révélé hier par la presse italienne, n'est d'ailleurs que l'un des « trous » d'une enquête partie, semble-t-il, au ralenti alors même que l'agonie du détenu le plus surveillé d'Italie soulevait d'immédiates et violentes polémiques.

Ainsi, la magistrature fut avertie avec plus de cinq heures de retard du « malaise » de Michele Sindona. Celui-ci s'effondrait jeudi matin, vers 8 h 30, après avoir bu son café. Alors que tous les mass media italiens émettaient déjà en cours de matinée l'hypothèse d'un empoisonnement au cyanure, le magistrat M. Francesco de Socio, n'arrivait qu'à 14 h 00 dans la cellule : « J'ai été averti quelques instants auparavant par l'hôpital », a-t-il précisé au « Corriere della Sera ».

« J'ai vu en entrant la tasse sur la table », a relevé le magistrat. Il a effectué une inspection, et a reçu l'assurance du commandant Piras, qui effectuait l'interim de la direction, en l'absence du directeur, que rien n'avait été touché.

Reste le doute que, dans ce vide de plus de cinq heures, quelqu'un ait pu changer quelque chose dans la cellule. Exemple relevé par la presse : on a dit que Sindona a laissé tomber la tasse, en sortant de la salle de bains. « Il n'y avait par terre aucune trace de café », a précisé le magistrat. « Mais on ne pouvait comprendre si quelqu'un avait nettoyé... »

La tasse, point central de l'enquête, a été prélevée avec son fond de café jeudi après-midi, par un professeur de toxicologie de l'université de Pavie venu, de 16 h 00 à 22 h 00, examiner et inspecter la cellule. L'analyse devait être en principe effectuée hier.

La magistrature n'a pu encore trancher entre l'hypothèse du suicide et celle de l'homicide : Sindona s'est-il retiré dans la salle de bain pour avaler une pilule de cyanure ? Ou bien le café arrivé dans le thermos, sur plateau cadenassé, avait-il été « préparé » comme le fut celui d'un autre mort célèbre, le mafieux Gaspare Pisciotta, lieutenant du bandit Salvatore Giuliano, terrassé par un mauvais café dans une cellule de haute sécurité, il y a près de 30 ans ?

Autre détail troublant : Michele Sindona, selon un témoin

gnage cité par le ministre de la justice M. Mino Martinazzoli, aurait murmuré avant de s'effondrer : « ils m'ont empoisonné ». Mais le médecin de la prison Mme Manuela Marino, arrivée aussitôt auprès de Sindona, n'a reçu des gardiens aucune indication de ce genre. Ceux-ci lui auraient affirmé que Sindona n'avait rien dit avant de perdre connaissance.

« Nous devrions avoir les premières certitudes dans deux ou trois jours », assure un autre magistrat, le substitut du procureur Gianni Simoni. Deux enquêtes parallèles sont en cours depuis jeudi, l'une judiciaire, l'autre administrative, cette dernière tentant d'élucider la manière dont le super-contrôle dont était entouré Sindona n'a pas fonctionné.

Dix personnes arrêtées dans une affaire de pornographie infantile

NEW YORK (AP) — Un enseignant et un moniteur de scouts figurent parmi les dix personnes arrêtées par le FBI dans trois États pour trafic de pornographie infantile et organisation de « ballets bleus » avec des enfants de six à 16 ans.

Ces arrestations ont été opérées de vendredi à dimanche dans la région de New York, dans le New Jersey et en Floride, ont précisé des responsables du FBI lors d'une conférence de presse.

Certains des accusés parvenaient à convaincre des enfants et des adolescents de participer à des orgies moyennant des sommes d'argent, de la drogue ou de l'alcool. Cinq enfants âgés de six à 16 ans ont ainsi été « offerts » comme cadeau pour le 49^{em} anniversaire d'un boulanger du nom de Hilton Eldridge. L'homme a été arrêté ainsi que deux de ses complices et le réseau démantelé grâce à un agent du FBI qui s'était fait passer pour un pédophile et qui était présent lors de cet anniversaire.

Les deux complices de Hilton Eldridge sont Michael Olaskowitz, 36 ans, habitant Manhattan, employé de la Fédération unie des enseignants et moni-

teur de scouts pendant ses loisirs et Ismael Montalvo, 24 ans, pensionnaire d'un hôtel pour défavorisés.

Deux autres hommes faisant partie du même réseau ont également été arrêtés et inculpés, ainsi que les trois autres, de sodomie et d'actes mettant en danger la santé des enfants.

Cinq autres personnes, faisant partie d'un autre réseau, lié au premier, spécialisé dans le trafic de publications de pornographie infantile entre la Floride et une librairie spécialisée de Greenwich Village, à New York, ont également été appréhendées.

Il s'agit de Robert Nilsen, 49 ans, instituteur auxiliaire dans une école primaire du New Jersey et professeur de psychologie à temps partiel dans un collège du même État. Il a été arrêté dimanche matin à son domicile d'Old Bridge (New Jersey) et inculpé pour vente de pornographie infantile, pour avoir mis en danger la santé d'enfants et possession de photographies montrant des actes sexuels interdits par la loi.

Les quatre autres personnes ont été arrêtées pour vente de cassettes vidéo et de publications de pornographie infantile.

Condamné à vingt ans pour un double meurtre

GRANBY (PC) — Jean Hevey, 30 ans, a été condamné hier à une peine de vingt ans de pénitencier pour un double meurtre commis le 21 février 1985 lors d'une tentative de vol par effraction dans une résidence de Granby.

La sentence a été prononcée par le juge Thomas Toth, de la cour supérieure.

L'accusé avait reconnu sa culpabilité l'automne dernier.

Mme Thérèse Béliste, une sexagénaire, et sa fille Hélène, 23 ans, avaient été tuées à coup de couteau.

«...C'est un crime répugnant et écoeurant, un double assassinat gratuit et inutile... Il n'y a aucune circonstance atténuante... L'accusé est un individu immature, dépourvu de sens moral, un danger pour autrui... » a déclaré le juge en prononçant la sentence.

84 ans d'ancienneté

JERSEY CITY (AP) — Alfred Burin a décidé de fêter son 100^{em} anniversaire hier là où il a passé le plus clair de sa vie : dans son bureau de la firme Globe Shipping Co. où il est employé depuis 84 ans.

Né le 24 mars 1886, Burin est entré à Globe Shipping comme employé de bureau à l'âge de 16 ans alors que la firme était basée en Allemagne. En 1913, il déménagea avec la compagnie aux États-Unis et devint président du conseil d'administration. Il a pris sa retraite il y a dix ans, mais continue à venir travailler chaque jour ou presque.

Il y a seulement un an qu'il a décidé de ne plus venir que quatre fois par semaine parce que le siège de Globe a été transféré.



Un policier new-yorkais (à droite) escorte deux hommes arrêtés en rapport avec une affaire de pornographie faisant appel à des enfants.

Photolaser AP

RABAIS 25%



Elite et Westchester 3 jours seulement jusqu'au 27 mars

Deux des noms qui comptent dans la mode vous présentent des éléments compatibles qui vont loin dans votre garde-robe de printemps! 8 à 16. Pour un beau début, de jolies blouses en crêpe de Chine de polyester par Elite. Choisissez un modèle garni d'un jabot ou plissé devant dans un arc-en-ciel de couleurs, fuchsia, bleu lapis, citron, orchidée et blanc. Prix ord. 50\$

Vente **37,50**

Westchester complète l'ensemble avec des jupes de saison en frais tissu 65% polyester/35% viscose. Au choix, modèle froncé boutonné devant ou style fourreau en fuchsia, bleu roi, noir, jade et plus. Prix ord. 38\$ à 40\$

Vente **28,50 à 30\$**

Achat en magasin seulement
Rayon 304, vêtements sport pour femme

Vous voulez ce qu'il y a de mieux comme prêt hypothécaire?



1 Pour une durée de 1 an.

À ce taux, il n'y a pas mieux que notre prêt hypothécaire à double versement!

Grâce à notre prêt hypothécaire à double versement, vous pouvez doubler tous les mois, chaque fois que vous le voulez, votre paiement en capital et en intérêts. Vous économiserez ainsi une fortune!

Voilà pourquoi il n'y a pas mieux qu'un prêt hypothécaire à double versement du Trust Royal.

*Pour les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels. Les taux peuvent être modifiés sans préavis. Les intérêts sont calculés tous les semestres, et non à l'avance.

Partenaire de votre avenir



PARTICIPEZ À NOTRE JEU-CONCOURS MONOPOLY*

Vous courez la chance de gagner notre gros lot, soit un jeu de Monopoly contenant 10 000 \$ en espèces. Il vous suffit de remplir une demande de prêt hypothécaire du Trust Royal. Pour avoir droit à son prix, le gagnant devra répondre correctement à une question-concours.

Vous pourriez aussi gagner instantanément un des 1 500 jeux de Monopoly offerts en prix : vous avez une chance sur onze de gagner. Pour mériter un de ces jeux,

vous devez répondre correctement à une question-concours. Ce jeu-concours prend fin le 31 mai 1986. Pour de plus amples détails, adressez-vous aux succursales participantes du Trust Royal.

*Monopoly est une marque de commerce de Parker Brothers.



HEURES D'OUVERTURE DES MAGASINS SIMPSON

DU LUNDI AU MERCREDI : JEUDE VENDREDI : SAMEDI

CENTRE-VILLE
10h à 18h
10h à 21h
9h à 17h

SUCCURSALES
9h30 à 18h
9h30 à 21h
9h à 17h

RENDEZ-VOUS AU MAGASIN SIMPSON LE PLUS PRÈS DE CHEZ-VOUS : CENTRE-VILLE FAIRVIEW, ANJOU, LAVAL ET ST-BRUNO.



EN FAISANT APPEL AUX « INTERDITS » DE LA CONSTRUCTION

\$3 000 de moins pour construire une maison

■ QUEBEC (PC) — Faire appel au Regroupement des interdits de la construction pour construire une résidence peut se traduire par des économies de \$3 000, estime le président du regroupement, M. Denis Bourque.

Lors d'une conférence de presse, M. Bourque a invité hier les entrepreneurs et les particuliers à faire appel aux services du Regroupement des interdits de la construction pour obtenir du personnel.

Le Regroupement a d'ailleurs protesté contre les hausses salariales réclamées par les centrales syndicales pour les travailleurs de la construction.

Les deux syndicats qui regroupent le plus grand nombre de travailleurs de ce secteur, la FTQ et le Conseil provincial des métiers de la construction, réclame des hausses de salaire de 18 p. cent en trois ans et une réduction de la semaine de travail de 40 à 32 heures. Les actuelles conditions de travail sont en vigueur jusqu'au premier mai prochain, date où le décret gouvernemental prendra fin.

« De telles hausses réduisent les chances de créer de l'emploi et vont augmenter la part du travail au noir », a dit M. Bourque.

Les travailleurs du Regroupement sont prêts à offrir leurs services à des taux inférieurs, a-t-il précisé.

Compétence

Les membres du Regroupement détiennent leur carte de compétence émise par le ministère du Travail.

Ils ne possèdent pas cependant la carte de classification émise par l'Office de la construction du Québec (OCO), pour certifier qu'ils ont travaillé au moins 1 000 heures au cours des deux dernières années.

Ils sont donc susceptibles d'être poursuivis et condamnés à l'amende par les inspecteurs de l'OCO.

Ces menaces n'impressionnent cependant pas M. Bourque qui s'engage à assumer à l'avance tous les frais judiciaires et

toutes les amendes de ses membres.

Le Regroupement entend également mettre sur pied dans toutes les régions du Québec des « bureaux de référence » où les particuliers et les entrepreneurs pourraient s'adresser pour embaucher de la main-d'oeuvre spécialisée.

Il y a 110 000 travailleurs de la construction au Québec mais quelque 30 000 seraient considérés comme « interdits », c'est-à-dire n'ont pas effectué au cours des deux dernières années le nombre minimum d'heures requis sur les chantiers pour se qualifier.

M. Bourque s'est finalement

dit déçu de voir que son organisme n'a pas été choisi pour siéger au comité spécial créé par le ministre du Travail Pierre Paradis pour analyser le dossier des cartes de classification.

Le comité, créé la semaine dernière, comprend sept représentants du milieu patronal, cinq représentants de centrales syndicales et trois sous-ministres.

Le ministre attend le rapport du comité pour le 16 mai prochain.

Entre temps, M. Paradis a annoncé l'abolition des cartes de classification à compter du 31 décembre prochain.

CHEZ PAUZÉ
Délices de fruits de mer depuis 1862
1657, Ste-Catherine O.
932-6118 Métro Guy
Fermé le lundi

PRIX IMBATTABLES
SUR TOUS NOS HORS-BORDS Mercury
Ex: 9.8 HP (1985)
INCLUANT RESERVOIR ET BOYAU
1039 \$
* JUSQU'À ÉPUISÉMENT DES STOCKS
• CANOTS
• CHALoupES
• PÉDALOS
• VOILIERS
• ACCESSOIRES ÉLECTRONIQUES POUR LA PÊCHE
... À DES PRIX DÉFIANT TOUTE COMPÉTITION!
yachting et sports **Princecraft**
REMORQUES À BATEAUX
pigeon inc.
6767, HENRI BOURASSA EST
MONTRÉAL-NORD
(514) 325-1010
MERCURY HORS-BORD

CONCOURS
bienvenue en **France**
de l'ouest
LE PAYS DE NOS ANCÊTRES

FAITES UN RETOUR AUX SOURCES!

10 VOYAGES EN FRANCE À GAGNER

Une invitation de **la presse CKAC 73**

LES SERVICES OFFICIELS FRANÇAIS DU TOURISME

Renault TT

AIR CANADA

Cinq (5) couples chanceux passeront sept (7) jours inoubliables dans l'un des cinq (5) berceaux de la Nouvelle-France:

BRETAGNE, CENTRE VAL DE LOIRE, NORMANDIE, PAYS DE LA LOIRE ET POITOU-CHARENTES.

Le prix comprend le transport aérien via Air Canada, l'usage d'une Renault TT, l'hébergement (6 nuits), le petit déjeuner et le repas du soir ainsi qu'un accueil spécial par le Comité régional du tourisme (valeur totale de 14 340\$).

POUR PARTICIPER:

- Répondez correctement à la question posée et retournez le coupon à l'adresse indiquée.
- Le coupon de participation est publié jusqu'au 2 avril 1986 inclusivement.
- Le texte des règlements officiels est disponible à CKAC/73 et à LA PRESSE.

Écoutez l'émission de Suzanne Lévesque sur les ondes de CKAC/73, du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 11 h 45, de Guy Mongrain le samedi et Claude Mailhot le dimanche pour connaître les réponses aux questions. L'attribution des voyages aura lieu à l'émission de Suzanne Lévesque à raison d'un par jour, du 31 mars au 4 avril 1986.



«Concours France de l'ouest
CKAC/73
C.P. 7171
Succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3L4

RETOURNEZ À:

Nom _____ App. _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____ Tél. _____ Âge _____

Répondez correctement à la question suivante:
Complétez la phrase: Le Pays de la Loire est reconnu pour sa vallée et le grand nombre de..... qu'on y trouve.

RÉPONSE _____

Je suis abonné(e) à LA PRESSE J'achète LA PRESSE en kiosque

Le RAJ porte sa rage chez le député Després

■ QUEBEC (PC) — Les jeunes occupants du Secrétariat à la jeunesse ont levé le camp, hier midi, pour aller plutôt occuper les bureaux du jeune député libéral Michel Després.

Le Regroupement autonome des jeunes a donné une conférence de presse après que la majorité de ses membres-occupants eurent déjà quitté les bureaux du secrétariat pour celui du député libéral de Limoilou.

« On quitte le secrétariat puisqu'il n'a pas l'air bien important aux yeux du gouvernement. On va viser plus proche de la politique, un député », a annoncé M. Jean-Pierre Duchesneault, membre du RAJ.

Le député libéral Després est l'un des plus jeunes élus de l'Assemblée nationale. Il a misé sur ses 27 ans, en campagne électorale, pour se dire le porte-parole des revendications des jeunes.

Pour la cause

Le RAJ exige la parité inconditionnelle des prestations d'aide sociale entre les moins et les plus de 30 ans.

Actuellement, un assisté social âgé de moins de 30 ans, jugé apte au travail et sans personne à sa charge, reçoit \$164 par mois de prestations. Un adulte de plus de 30 ans dans la même situation reçoit un chèque de \$450.

En campagne électorale, le chef Robert Bourassa avait promis d'abolir la discrimination selon l'âge du bénéficiaire.

Le PLQ proposait de remplacer ce critère par celui de l'aptitude au travail. Ainsi, pour recevoir la totalité de ses prestations, le jeune devra obligatoirement participer à l'un des trois programmes gouvernementaux de réinsertion des assistés sociaux: les travaux communautaires, le rattrapage scolaire ou les stages en entreprises.

M. Jean-Pierre Duchesneault accuse le gouvernement de s'être « servi des jeunes pendant la campagne électorale pour obtenir leur vote et se fout d'eux après ».

Les occupants ont tenté d'obtenir une rencontre avec le ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, Pierre Paradis, ou l'un de ses porte-parole. Le directeur de cabinet, semble-t-il, a refusé, exigeant que la rencontre ait lieu aux bureaux du ministre. Mais les jeunes n'ont pas l'intention d'interrompre leur occupation sans garantie, craignant que le gouvernement ne cherche ainsi à gagner du temps. « Les jeunes n'ont pas les moyens de "toffer" jusqu'en décembre », insistait M. Duchesneault.

NATURALIZERS

JUSQU'À
30%
DE RABAIS



Votre choix Vente 36,99

1 «Arriva», escarpin en cuir, à bout ouvert et talon bas. 8 à 11 AA; 6 à 11 B; 7 à 10 C. Rouge ou blanc. Prix ord. 52\$

2 «Vanessa», Modèle en cuir à talon compensé et bride de cheville, semelle crêpe. 7½ à 10 AA; 5½ à 10 B; 6 à 9 D. Tan. Prix ord. 50\$

3 «Sorority», escarpin en cuir à talon compensé. 7½ à 10 AA; 5½ à 10 B; 6 à 9 D. Marine, taupe ou blanc. Prix ord. 55\$

Achat en magasin seulement

Rayon 276, chaussures pour femme

HEURES D'OUVERTURE DES MAGASINS SIMPSON

DU LUNDI AU MERCREDI:
JEUDI VENDREDI:
SAMEDI

CENTRE-VILLE
10h à 18h
10h à 21h
9h à 17h

SUCCURSALES
9h30 à 18h
9h30 à 21h
9h à 17h

RENDEZ-VOUS AU MAGASIN SIMPSON LE PLUS PRÈS DE CHEZ-VOUS: CENTRE-VILLE, FAIRVIEW, ANJOU, LAVAL ET ST-BRUNO.



Simpson
C'EST BIEN MOI